

Economie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
VIANDE**

Année 2014
Perspectives 2015
n° 453
18 €

2014 : revenus en baisse,
stocks en hausse

2015 : à la croisée
des chemins...

GROS BOVINS
Les femelles de retour

BROUTARDS
L'export s'érode encore

VEAUX DE BOUCHERIE
Recul modéré

RESULTATS DES EXPLOITATIONS
Dégradation des produits et baisse générale
des revenus



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Les Dossiers Economie de l'Élevage traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes ; de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage ; de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BUCZINSKI Baptiste, CHAMPION Fabien, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, MADRANGE Pauline, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoit, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MISCHLER Pierre, SANNE Emma, SARZEAUD Patrick, TRESCH Philippe.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier de FranceAgriMer et du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AIME Michel (CA 33), AYMARÉ Laurent (CA 24), BARRÉ Raymond (CA 29), BAUP Jean-Claude (CA 32), BAYARD Nathalie (CA 88), BELLET Lauranne (CA 05), BESSON Mathilde (CA 87), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BONIN Catherine (ALYSE - CA 89), BONNET Henri (CA 11), BOUET Jacques-Martial (CA 85), de BOURAYNE Louis-Marie (CA 18), BOURGE Christian (CA 58), BOYER Florian (CA 54), BRISSON Stéphane (CA 86), CARTOUX Patrick (CA 61), CHEVALIER Jean-Pierre (CA 26), CORBEILLE Guy (CA 59-62), COUPIN Nathalie (ALYSE 10), DELARUE Estelle (CA 15), DELTOR Thierry (CA 64), DEUX Nicolas (CA 03), DEVILLE Arnaud (CA 55), DIMON Philippe (CA72), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50), ENEE Sylvie (CA 16), FALENTIN Etienne (CA 02), FARON Romain (CA 19), FILATRE Hubert (CA 44), GALISSON Bertrand (CA 49), GEHIN Perrine (CA 14), GENEVE Clotilde (CA 38),

GILLIER Christophe (CA 01), GONZALEZ Beñat (CA 64), GUY Frédéric (CA 35), GUIBERT Romain (CA 53), GUICHETTE-DEBORD Delphine (CA 23), GUILLAUME Alain (CA 56), HALTER Philippe (CA 43), JACQUEMIN Lionel (CA 05), JOLIET Vincent (CA 47), LABARTHE Jean-Christophe (CA 46), LAFAYE Daniel (CA 03), LAFFAY Régis (CA 27), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMY Marc (CA 57), LAPORTE Olivier (CA 48), LECREUX Pascal, LEMAIRE Karine (CA 60), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MARTIN Pascale (CA 65), MATHIEU Guillaume (CA 19), MAUGUE Bruno (CA 63), MAZIERES Céline (CA 37), MICHAUD Isabelle (CA 82), MIS Jean-Bernard (CA 81), MURAT Claudine (CA 12), MURON Guy (CA 42), OFFREDO Thierry (CA 22), PECHUZAL Yannick (CA 15), PLATEL Daniel (CA80), SAGET Gilles (CA 52), TROCME Emmanuel (CA 09), VALANCE Sophie (CA 85), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), VOILQUE Gwendoline (CARA), WACHET Céline (CA 86), WEBER Michel (CA 12).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Aurélie PAROIS (CRAB), Bertrand GALISSON (CA 49)

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Corinne Maigret

Crédits photos : F JOLY/Cniel - DAVAINÉ Laurent/Fotolia, Willmetts/Fotolia - @TOILLON Sylvie/INRA, @PAILLARD Gérard/INRA, ©CHOISIS Jean-Philippe/INRA - LHOPITAL Marie-Christine/Interbev, FRAVAL Alain/Interbev, HUMBERT Georges/Interbev, CARRERAS Florence/Interbev - BENOIT Marion/Institut de l'Élevage, FARRIE JP/Institut de l'Élevage, LECLERC Marie-Catherine/Institut de l'Élevage, CHANTEPERDRIX Magdélène/Institut de l'Élevage - Droits réservés Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0015501004

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

À la croisée des chemins...

2014 a été une année de reprise de la production de viande bovine en France et en UE. Mais cette reprise finalement très limitée (2^{ème} plus faible production historique) a suffi pour faire reculer les prix de 6%. C'est que la crise économique et sociale continue à produire ses effets délétères sur la consommation, en Italie, en Grèce et ailleurs.

Cela s'est traduit par des revenus des éleveurs bovins viande français en baisse quel que soit le système, de 16% à 20% pour les spécialisés en 2014, et davantage encore pour les systèmes ayant une part importante de cultures de vente. La baisse des DPU de 9% en moyenne a renforcé l'impact de la baisse des prix.

Pour les éleveurs bovins, 2015 débute avec des stocks au plus haut, en cheptels et en fourrages, mais avec des trésoreries au plus bas. Les prix du lait en baisse risquent de se traduire par des réformes supplémentaires en France et chez nos voisins. À l'inverse, la production de mâles devrait reculer presque partout en UE, mais pas en France.

2015 a commencé sous de biens sombres auspices. Guerre en Ukraine, attentats, déchirements qui n'en finissent pas autour du Bassin Méditerranéen, crise sociale, l'Europe est plus éloignée que jamais du rêve d'une grande Suisse !

Cependant l'Union européenne a visiblement changé son fusil d'épaule. L'heure est enfin à l'ajustement de l'euro, qui renforce la compétitivité des exportations des produits animaux européens, et à la prise en compte des risques de déflation, avec une relance quantitative inédite dans l'histoire de la BCE. La réforme de la PAC se met réellement en œuvre cette année et aura des effets très disparates selon les pays (nous y reviendrons dans un Dossier Economie de l'Élevage à paraître en février). À l'inverse, l'heure semble toujours à la négociation de traités de libre-échange (avec le Canada, les Etats-Unis, le Mercosur...) désarmant les derniers outils de gestion des marchés que sont les droits de douane.

Plus que jamais, la filière bovine française est au cœur de l'économie, des décisions politiques européennes et de la géopolitique, dans un monde plein de menaces mais aussi d'opportunités. L'Histoire avance, les systèmes de production et les filières avec elle. Nous sommes vraiment aujourd'hui à la croisée des chemins !

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

20/ LE MARCHÉ DES BROUTARDS EN FRANCE

Exportations, prix, concurrence irlandaise

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
 - naisseurs extensifs
 - naisseurs intensifs
 - naisseurs engraisseurs de jeunes bovins intensifs
 - naisseurs engraisseurs de veaux de lait sous la mère
- Exploitations diversifiées
 - grandes cultures et naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins
 - grandes cultures et engraisseurs de jeunes bovins

34/ LE MARCHÉ DES VEAUX DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations
- Les revenus des ateliers en Bretagne et Pays de la Loire

40/ LES PRÉVISIONS 2015

Production, consommation, importations, exportations pour la France et l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

JANVIER

EMBARGO RUSSE SUR LE PORC SOUS DES PRÉTEXTES SANITAIRES

Baisse de prix du porc en UE, qui entraîne celle des vaches laitières allemandes.

FÉVRIER

DÉBUT DE LA BAISSÉ DU COURS DE L'ALIMENT D'ALLAITEMENT

Rupture de la tendance haussière amorcée en 2010.

MARS

CHUTE DES IMPORTATIONS DE VEAUX NOURRISSONS

BAISSE DES COURS DU TOURTEAU DE SOJA



Hausse ponctuelle de la demande italienne en broutards

La pénurie de jeunes bovins finis en Italie fin 2013 a provoqué une forte hausse des cours. Elle a motivé les engraisseurs de la Plaine du Pô pour remettre en place des animaux. Ce sursaut de mises en place aggravera l'engorgement du marché quelques mois plus tard.

Premières évolutions de la PAC

Le ministère de l'agriculture annonce un recul des soutiens découplés. Cette baisse, d'environ 9% en moyenne mais qui peut atteindre jusqu'à 17%, résulte du recul du budget communautaire (discipline financière) et de l'entrée en vigueur de la convergence entre Etats membres. En parallèle, les premières mesures annoncées en octobre 2013 sont mises en place : l'ICHN est revalorisée de 15%, et la PMTVA devient intégralement financée par le budget communautaire (la part nationale devient l'aide complémentaire à la vache allaitante - ACVA).

Engorgement du marché transalpin

La consommation italienne, toujours en crise, ne parvient pas à absorber la forte hausse des importations et la production locale. Le marché finit par s'engorger : les sorties sont retardées et les jeunes bovins prennent du poids en élevage. Les prix sont en chute libre, à la production comme au stade de gros. Plusieurs abattoirs décident d'appliquer des pénalités aux taurillons dépassant 470 kg de carcasse. L'engorgement ne se résorbera qu'en fin d'année.

Retournement des marchés laitiers

Les cours mondiaux du beurre et de la poudre maigre ont dévissé de respectivement 8% et 13% entre mars et mai. Après une courte accalmie, ils repartiront à la baisse à partir de l'été pour tomber 32% et 48% en-dessous de leur niveau de 2013 en fin d'année. Cette chute des cours contraindra les laiteries à réajuster leurs prix d'achat, plus ou moins rapidement à travers l'Europe, et incitera de nombreux éleveurs à réformer les vaches les moins productives.



AVRIL

Elles atteignent le plus bas niveau jamais enregistré.

Le repli se prolonge jusqu'en octobre.

MAI

EXPORTATIONS POLONAISES RECORD DE VIANDE BOVINE

FIÈVRE APHTEUSE EN TUNISIE

JUIN

FORTE BAISSÉ DES COURS DES MÂLES EN UE

Les ateliers italiens sont saturés et souffrent d'un ciseau de prix défavorable.

Des conditions climatiques contrastées

En raison de températures douces, la mise à l'herbe est plus précoce. Elle se déroule dans de bonnes conditions dans la plupart des régions. Toutefois, certaines régions frôlent la calamité sécheresse comme la zone sud du Massif Central, l'Est de la Champagne Ardenne (Barrois), la Lorraine et l'Alsace ou encore une partie de la Bourgogne (Côte d'or, Yonne). Les stocks importants de 2013 servent alors à passer ce printemps très sec. Des regains ont permis de compenser les rendements de fauches précoces et des premières coupes, inférieurs de 20 à 30% par rapport à la moyenne.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

Des vêlages d'automne plus difficiles

Certains vêlages ont été plus délicats qu'à l'accoutumée en septembre, en raison de veaux plus lourds et d'un état corporel des vaches en inadéquation avec la gestation (vaches trop grosses).

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

EMBARGO RUSSE SUR LA VIANDE BOVINE

La valorisation des vaches allemandes et polonaises est menacée.

DES SORTIES DE VACHES LAITIÈRES DE PLUS EN PLUS ABONDANTES

LA FIÈVRE APHTEUSE GAGNE L'ALGÉRIE

Les frontières algériennes se ferment aux importations de bovins vivants.

REOUVERTURE DE LA TUNISIE ET DE L'ALGERIE AUX BOVINS VIVANTS

Des récoltes de grains marquées par une piètre qualité et des faibles rendements

Les récoltes de céréales sont en demi-teinte tant au plan de la qualité que de la quantité, sauf à l'Est où les rendements en céréales, colza et en protéagineux sont globalement satisfaisants (hors zones très impactées par la sécheresse). Sur la majorité du territoire, en raison des pluies, les céréales ont été déclassées, notamment dans les régions Centre et Bourgogne, ou ont germé sur pied (Limousin, Rhône alpes). On observe ainsi des rendements variables au sein même des exploitations.

Finalisation de l'accord UE-Canada

Cet accord de libre-échange prévoit un accès à droits de douane nuls de près de 68 000 téc au marché européen pour la viande bovine canadienne. Ces concessions pourraient entrer en vigueur en 2016, après le vote du Conseil européen et des parlements canadien et européen.

Bonne pousse de l'herbe durant l'été

L'été plutôt pluvieux et tempéré a permis une pousse de l'herbe régulière, dont les animaux ont pu profiter (faible utilisation des stocks pour affourager les bovins). Néanmoins, la récolte de foin a pu être difficile en montagne en raison de la pluie et du froid. Au final, ce climat a permis de constituer des stocks importants et parfois record.



Un hiver doux propice au maintien des animaux à l'extérieur

La douceur hivernale a permis de laisser les animaux dehors jusqu'au début de l'hiver. Cette présence a pu avoir néanmoins des conséquences sur l'état des prairies (surpâturage, piétinement, etc.).

OCTOBRE

Les abattages de vaches laitières progressent de près de 15%. À l'inverse, la rétention des vaches allaitantes perdure.

Grâce à des mesures drastiques pour contrôler l'épidémie de fièvre aphteuse, les importations de bovins vivants peuvent reprendre.

NOVEMBRE

SORTIES MASSIVES DE VACHES LAITIÈRES EN IRLANDE

Suite à des dépassements de quotas très importants.

DES VENTES DE BROUARDS PLUS TARDIVES

Les bonnes conditions météorologiques et la baisse des cours incitent les éleveurs à conserver leurs animaux plus longtemps.

DÉCEMBRE



Un automne fourrager exceptionnel

La bonne pousse de l'herbe s'est poursuivie en automne. Elle a compensé le printemps sec de certaines zones de la France et permis des récoltes abondantes de foin et d'enrubanné en septembre et octobre (Massif Central, Est). En lien avec cette très bonne année fourragère sur la plupart des régions, la consommation d'aliment acheté et en particulier de concentrés a été réduite. Les volumes d'ensilage de maïs récoltés sont exceptionnels sur l'ensemble du territoire. La qualité est au rendez-vous, bonne à exceptionnelle selon les régions.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE



Les femelles de retour

Avec la reprise des sorties des réformes laitières à partir de la fin de l'été, la production française de gros bovins finis s'est redressée de 1% en 2014, après une année 2013 marquée par la pénurie. La hausse des disponibilités a permis d'enrayer la baisse de la consommation, sans toutefois freiner la descente en gamme. Par ailleurs, le marché européen étant particulièrement encombré en raison d'une offre accrue et d'une demande toujours atone en Italie et en Grèce, les exportations de viande bovine française ont de nouveau reculé. Les prix ont pâti de la lourdeur du marché en France comme en Europe.

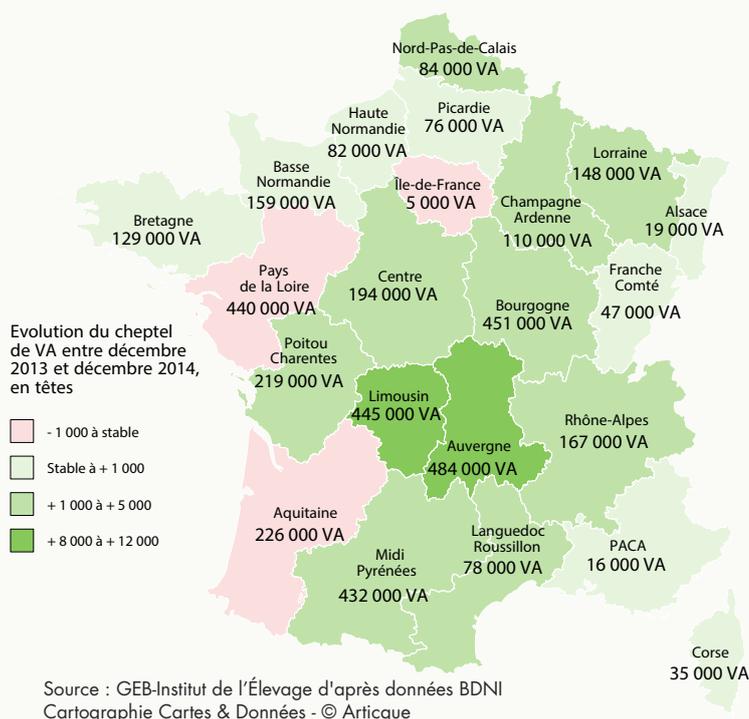
CHEPTEL 2014

VACHES ALLAITANTES

Au 1^{er} décembre 2014, le cheptel de vaches allaitantes affichait une progression de +0,9% en un an, soit +36 000 têtes.

4,05 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2014.



Rétention allaitante toute l'année

Le cheptel français de vaches de races à viande a clôturé l'année 2014 en hausse, après l'arrêt de la décapitalisation allaitante au printemps dernier. Les éleveurs ont en effet contenu les réformes dans l'attente de connaître les modalités définitives d'attribution de la nouvelle PMTVA, d'autant plus que les récoltes fourragères ont été particulièrement abondantes l'an passé.

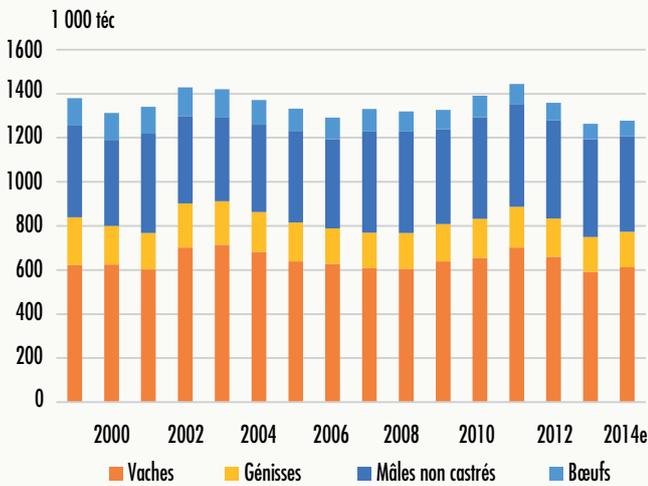
Nette hausse des effectifs dans le bassin allaitant

L'essentiel de la hausse du cheptel s'est concentré en Auvergne et dans le Limousin (+20 000 têtes /2013 au 1^{er} décembre, soit +2%). Les effectifs de vaches allaitantes affichent toutefois une progression significative sur une large majorité de l'Hexagone, à l'exception de l'Aquitaine, où l'élevage recule globalement et des Pays de la Loire, région à forte mixité lait-viande. À noter que la région Midi-Pyrénées, qui avait subi une forte baisse en 2013, rebondit en 2014.

PRODUCTION 2014

GROS BOVINS FINIS

Après avoir atteint un point bas en 2013, la production française de gros bovins finis a entamé une reprise en 2014, avec la hausse des abattages de femelles.



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

+1%

C'est la hausse de la production française de gros bovins finis (abattages corrigés du commerce extérieur) entre 2013 et 2014.

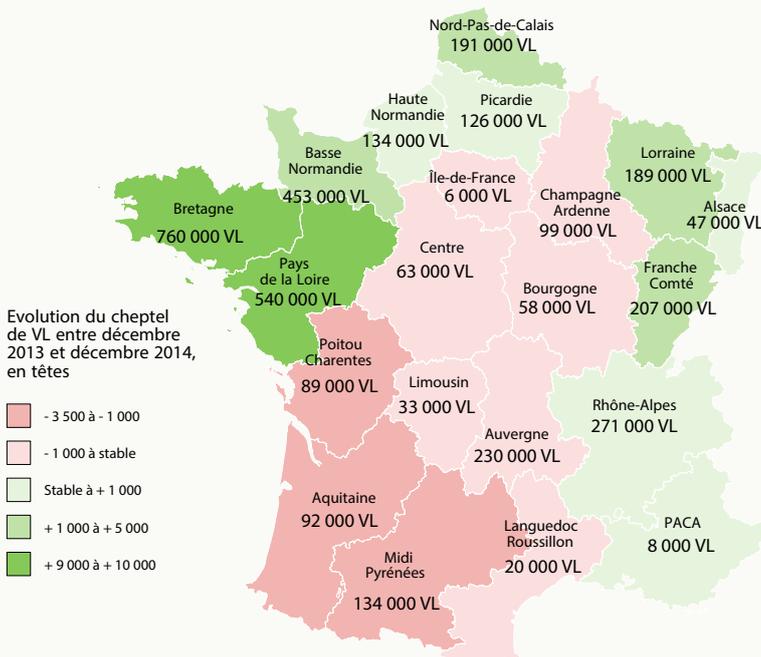
En 2014, la production française de gros bovins finis a regagné 14 000 téc sur les 186 000 téc perdues entre 2011 et 2013.

2013 avait été marquée par une pénurie de viande de femelles. Les éleveurs laitiers étaient dans une dynamique de capita-lisation dans un contexte particulièrement porteur en vue de la fin des quotas. Après deux années de décapitalisation, les éleveurs allaitants commençaient à retenir des génisses afin de maximiser leurs références individuelles pour la nouvelle PMTVA.

En 2014, la production de femelles a progressé de 3% (+24 000 téc) par rapport au faible niveau de 2013. L'augmentation des effectifs abattus a compté pour les deux tiers de la hausse, celle des poids moyens pour un tiers. La production de taurillons et taureaux a quant à elle diminué (-8 000 téc ou -2%), essentiellement au second semestre. Celle de bœufs est restée stable.

VACHES LAITIÈRES

Après avoir culminé à +2,5% en juin, la hausse du cheptel de vaches laitières a été ramenée à +0,7% au 1^{er} décembre 2014, soit +24 000 têtes /2013.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après données BDNI
Cartographie Cartes & Données - © Artique

3,75 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2014.

Tassement de la capitalisation laitière au second semestre

La capitalisation initiée en 2013 s'est intensifiée au premier semestre 2014, sous l'impulsion de la hausse du prix du lait et dans la perspective de la fin des quotas. Mais les sorties de femelles laitières ont rebondi à l'automne face au tassement du prix du lait et à la raréfaction des allocations provisoires.

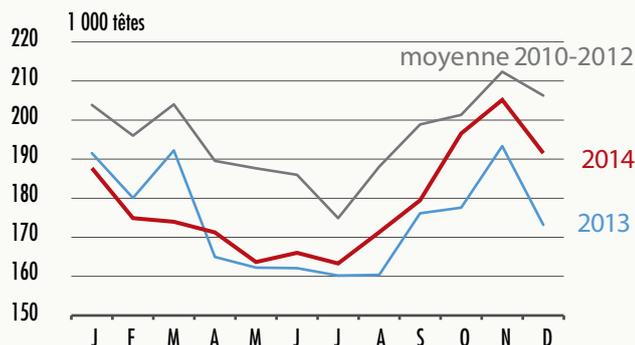
Des contrastes régionaux toujours plus marqués

En un an, le cheptel de vaches laitières du croissant laitier a vivement progressé, tout particulièrement à l'Ouest. La hausse s'est poursuivie aussi dans les montagnes de Franche-Comté et des Alpes, mais pas en Auvergne. Les effectifs de laitières sont restés en net repli dans tout le quart Sud-Ouest de la France, comme depuis plusieurs années maintenant. En revanche, les zones de poly-culture-élevage du Bassin Parisien (Champagne-Ardenne, Centre, Bourgogne, Picardie, Haute-Normandie) n'ont pas connu d'évolution très marquée. Seul le Nord-Pas de Calais enregistre une nette hausse.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2014

ABATTAGES MENSUELS DE FEMELLES

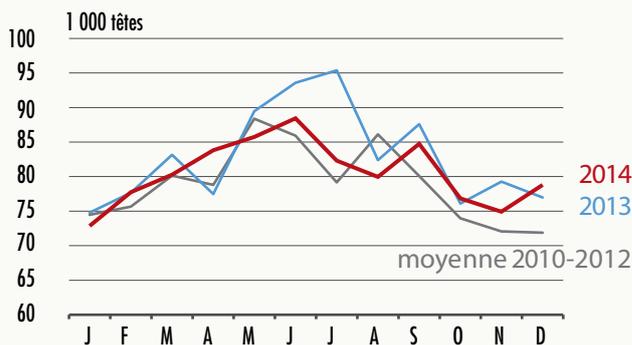


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Après la pénurie enregistrée en 2013, les réformes sont redevenues plus abondantes en 2014. Avec 2,15 millions de têtes, les abattages de femelles ont dépassé de 2% leur bas niveau de 2013.

Cette hausse est liée à l'accélération des réformes de vaches laitières à partir de la fin de l'été. En effet, la dégradation des marchés des produits laitiers a conduit les laiteries à réduire les allocations provisoires traditionnellement accordées aux éleveurs dépassant leurs quotas. En outre, la perspective d'une baisse du prix du lait a conduit l'ensemble des éleveurs à faire un peu plus de tri dans leurs troupeaux étoffés depuis 2012.

ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

D'après Normabev, les abattages de vaches laitières ont ainsi progressé de 6% sur l'ensemble de l'année, avec une hausse bien plus forte sur les quatre derniers mois (+14% /2013).

Les abattages de femelles allaitantes (vaches et génisses) sont restés stables, à leur bas niveau de 2013. La rétention a été marquée, s'accroissant par rapport à fin 2013 quand elle n'avait concerné que les génisses. Grâce à de bonnes réserves fourragères, les éleveurs, dans l'attente de notification individuelle sur leurs futures références PMTVA, ont pu conserver leurs vaches d'autant que les prix n'incitaient pas vraiment à des ventes précoces.

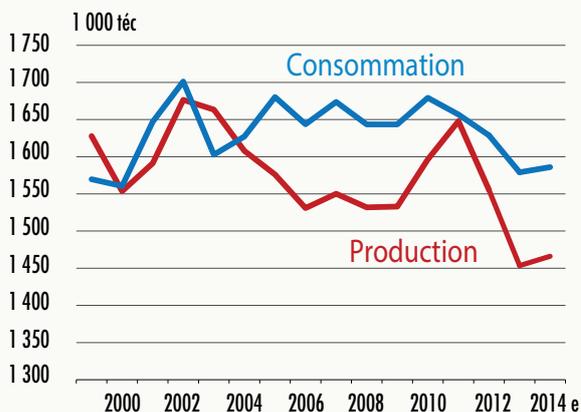
CONSOMMATION 2014

La consommation française de viande bovine a légèrement rebondi en 2014 (+0,4% /2013).

Le marché hexagonal a résisté au climat macro-économique peu favorable avec des prix au détail en très légère hausse selon Kantar.

Le sursaut de la production de viande de femelles a accru les volumes disponibles pour la consommation française. La réorientation de la viande de mâles vers le marché intérieur s'est en outre poursuivie, les exportations de viande de taurillons étant encore en retrait. Affectée par la progression des disponibilités internes, la part des importations dans la consommation a ainsi reculé d'un point en 2014, à moins de 23%.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

+7,1 kg

C'est la hausse du poids moyen des carcasses de génisses de races à viande en France entre 2013 et 2014.

PRODUCTION 2014

Le nombre de jeunes bovins abattus en France a reculé d'un peu plus de 2% par rapport à 2013, à 970 000 têtes.

Les abattages de jeunes bovins de races à viande ont reculé de près de 3%, avec une baisse plus forte au second semestre (-5% /2013). Cette baisse est notamment liée à la forte chute des naissances allaitantes enregistrée durant l'hiver 2013. Les abattages de jeunes bovins laitiers ont baissé de 2% sur l'année, l'intégralité de la baisse étant concentrée sur le premier semestre.

À ces jeunes bovins se sont ajoutés 68 000 taureaux de réforme (+3% /2013).

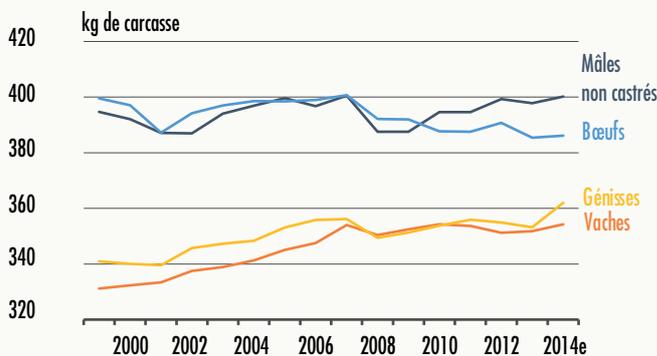
Les taureaux de réforme avaient été peu nombreux dans les abattages en 2013 (-13% /2012), en raison principalement d'un trou dans les effectifs de mâles de type viande âgés de 4 à 5 ans, dû à l'épidémie de FCO qui avait engendré une forte chute des naissances lors de l'hiver 2008-2009.

La production de bœufs s'est stabilisée à 179 000 têtes.

Les éleveurs laitiers qui ont réduit ou arrêté l'élevage de vaches allaitantes pour se concentrer sur le lait retrouvent une certaine logique à produire des bœufs qui valorisent les parcelles éloignées ou morcelées.

POIDS MOYENS DES CARCASSES

Les poids moyens des femelles sont repartis à la hausse en 2014, stimulés par les bonnes conditions fourragères. Ceux des mâles ont aussi globalement progressé, sous l'effet d'une proportion accrue de taureaux de réforme.



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

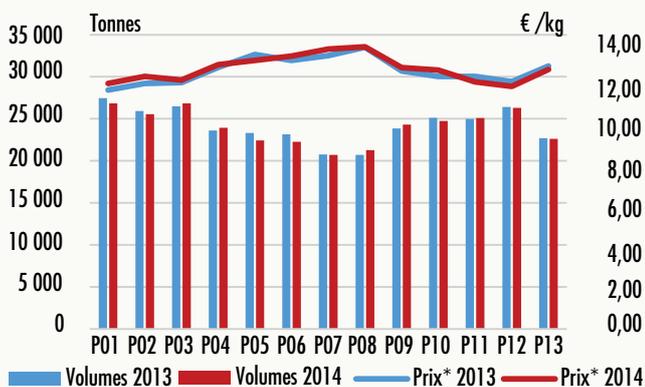
Les poids des carcasses de vaches ont progressé de 0,7% d'après le SSP, alors même que les vaches laitières ont été proportionnellement plus nombreuses à être réformées. Cette hausse est due à l'augmentation significative du poids moyen des vaches allaitantes (+1,8% selon Normabev).

Les génisses abattues ont été également bien plus lourdes qu'en 2013 (+1,9% d'après Normabev pour les génisses de races à viande). Les conditions fourragères, bonnes, voire excellentes dans certaines régions, ont été le principal moteur de cet alourdissement.

Le poids moyen des carcasses de jeunes bovins est resté inchangé. C'est la plus forte proportion des taureaux de réforme dans la catégorie des mâles non castrés, ainsi que la hausse de leurs poids (+1,8% /2013), qui ont contribué à l'augmentation des poids des mâles entiers.

Les poids des bœufs sont restés stables, malgré une petite hausse des poids des bœufs allaitants et croisés viande (+0,6%). Mais ceux-ci ne comptent que pour 38% de la production nationale, contre 62% pour les laitiers.

ACHATS DE VIANDE DE GROS BOVINS PAR LES MÉNAGES



*Attention : il s'agit du prix moyen des viandes achetées. L'évolution tient compte de la descente en gamme des achats en 2014 (plus de haché et moins de piécé).

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Les achats de bœuf frais par les ménages sont restés en léger retrait en 2014 (-0,5% /2013), tandis que ceux de viande bovine surgelée, essentiellement hachée, ont progressé (+2%).

En outre, parmi les achats de bœuf frais, le haché continue de progresser (+4%), et le piécé de reculer (-3%). Ces évolutions sont à relier à la descente en gamme de la demande en période de crise économique, mais aussi au glissement des modes de consommation vers plus de praticité. Ainsi, les achats de viande bovine à braiser et à bouillir (-6%) ont baissé plus fortement que ceux de bœuf à rôtir ou à griller (-2%), pourtant une fois plus chère (16,8 €/kg vs. 8,2 €/kg).

Au total, les achats de viande de gros bovins sont stables en volume, et ne progressent que marginalement en valeur (+0,4%). La hausse des prix de vente s'est en effet tassée dès le premier trimestre, avant de s'inverser en fin d'année.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

-6%

C'est la baisse du PMP (*prix moyen pondéré*) des gros bovins entre 2013 et 2014.

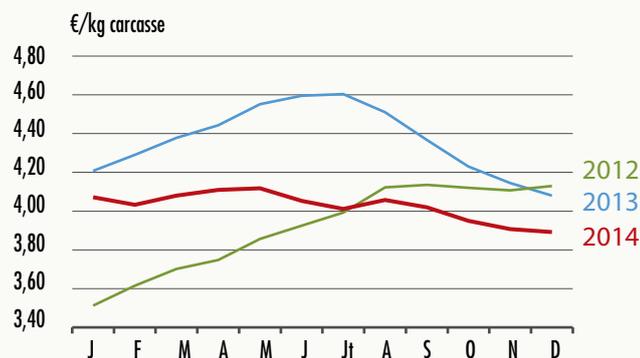
PRIX 2014

En 2014, les prix des gros bovins ont baissé, sous la pression d'une offre accrue et face à une demande toujours morose.

La hausse de la production en France comme en Europe a conduit à une baisse généralisée des prix, d'autant que la demande est restée timide dans tous les Etats membres. Les cours des JB ont été touchés en premier, le marché ayant été encombré dès le printemps, en particulier en Italie. Puis les cours des vaches laitières ont chuté à partir de septembre quand le rythme des réformes a commencé à s'accélérer en France.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

La cotation de la vache R a suivi une tendance baissière tout au long de l'année. À 4,03 €/kg, elle est en moyenne annuelle 8% sous celle de 2013.



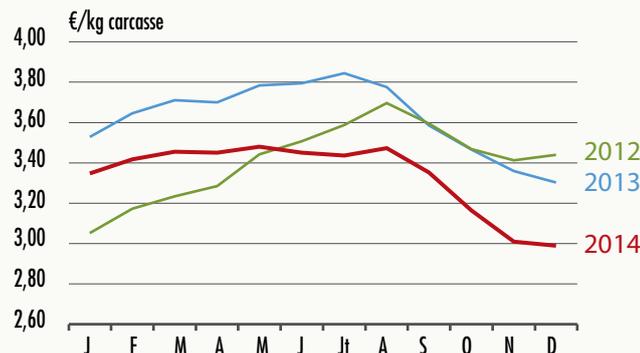
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2014, les prix des vaches allaitantes ont poursuivi leur baisse amorcée au second semestre 2013.

La pénurie de viande de femelles en 2013 avait conduit à une forte hausse des prix à la production. Mais ces prix s'étaient réajustés brutalement à la baisse à partir de l'été 2013 en raison d'une demande particulièrement morose. En 2014, la demande est restée atone, en particulier pour les viandes piécées qui font la valorisation des carcasses allaitantes. Les prix ont par ailleurs subi la pression des nombreuses sorties de vaches laitières dès la fin de l'été.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation de la vache O a chuté fortement à partir de septembre. À 3,34 €/kg, sa moyenne annuelle a subi une forte baisse (-8% /2013).



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Relativement stables sur le début d'année, les cours des vaches laitières se sont effondrés dès la fin de l'été, avec l'accélération des réformes.

Les abattages de vaches laitières, en hausse de 13% en septembre et de 16% en octobre, ont eu raison de la stabilité des cours. Dans un contexte européen similaire au contexte français, et avec un embargo russe accentuant la pression sur les cours allemands, les cotations des vaches laitières ont dévié. Elles ont même fini l'année sous leur niveau de 2011.

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2014/ 2013	2014/ 2004
JB	U	3,05	3,04	2,49	3,05	3,06	2,96	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	-2%	+34%
	R	2,83	2,84	2,33	2,75	2,73	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	-3%	+38%
	O	2,49	2,51	2,13	2,33	2,38	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	-8%	+29%
VACHES	R	3,00	2,95	2,74	2,51	2,73	2,99	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	-8%	+35%
	O	2,47	2,46	2,00	2,11	2,21	2,47	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	-8%	+35%
	P	2,16	2,19	1,75	1,87	1,94	2,23	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	-11%	+33%
BŒUFS	R	3,01	3,01	2,90	2,62	2,72	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	-7%	+29%
GENISSES	R	3,27	3,23	3,03	2,63	2,86	3,16	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	-7%	+32%
PMP*		2,81	2,80	2,45	2,47	2,58	2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	-6%	+33%
Inflation**		100,5	102,2	103,9	105,9	108,1	110,4	112,4	114,2	115,9	119,2	119,3	121,1	123,7	126,1	127,2	127,9	+1%	+16%

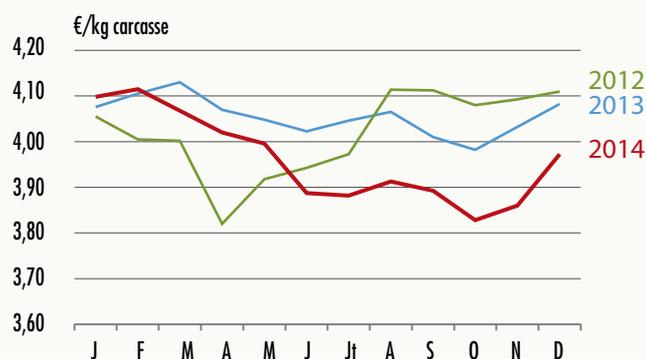
* Prix moyen pondéré des gros bovins

**Indice des prix à la consommation, base 100 en 1998

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

La cotation du JB U s'est dégradée jusqu'au mois d'octobre. À 3,96 €/kg de carcasse en moyenne 2014, elle est en baisse de 2% par rapport à 2013.



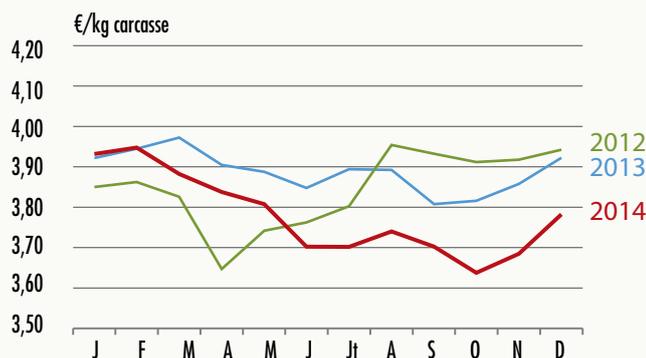
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les prix à la production des JB U français ont pâti de l'engorgement du marché italien à partir du printemps et n'ont pu se redresser qu'en toute fin d'année.

Ils ont ainsi suivi la baisse de leurs homologues transalpins, eux-mêmes victimes d'un afflux de viandes importées, notamment polonaises, et d'une demande nationale toujours atone. Les exportations françaises vers l'Italie ont d'ailleurs chuté à partir du mois de mai, et les prix moyens des carcasses exportées ont dévissé à partir de juin. Le marché s'est quelque peu allégé en fin d'année.

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS R

La cotation du JB R a suivi celle du JB U. À 3,78 €/kg de carcasse en moyenne 2014, elle est en baisse de 3% par rapport à 2013.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les prix à la production des JB R ont suivi ceux des JB U : baisse quasi-ininterrompue jusqu'en octobre, puis remontée saisonnière tardive et limitée.

Si le marché italien a été l'objet de toutes les attentions, le marché allemand a été affecté aussi en 2014. Il a enregistré un premier semestre chargé, alors que la demande commençait à s'essouffler, faisant pression sur les cours des JB R outre-Rhin comme en France. Par ailleurs, la dégradation des prix des vaches a joué un rôle dans cette baisse des cours.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

IMPORTATION ET EXPORTATION 2014

16%

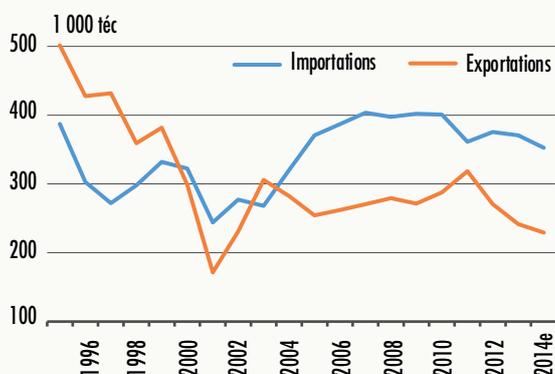
C'est la part des exportations dans la production française de viande bovine en 2014. Il faut remonter à 2002 pour trouver un ratio aussi bas.

Le commerce extérieur français en viande bovine s'est rétracté en 2014, avec la baisse des exports comme des imports. Cette relative renationalisation du marché est avant tout due à l'évolution de l'offre, plus en phase avec la demande intérieure qu'en 2013. En effet, la progression des abattages de femelles a limité le besoin à l'import, tandis que le recul des sorties de taurillons a restreint les exportations, par ailleurs affectées par une demande morose chez nos principaux clients.

Outre l'évolution du mix produit, l'effet prix a encore eu un impact majeur sur le commerce extérieur français en 2014, dans un contexte de descente en gamme de la demande européenne et française.

Ainsi, les fournisseurs les moins chers ont augmenté leur présence sur le marché hexagonal. De même, les produits français ont à nouveau perdu du terrain dans le sud de l'UE, au profit de fournisseurs *low-cost* comme la Pologne.

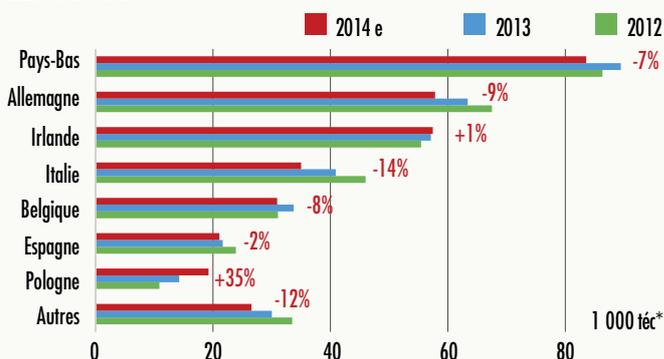
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les importations de viandes bovines fraîches et congelées ont reculé de 5% en 2014. Dans un contexte d'encombrement du marché français par des réformes abondantes, les fournisseurs les moins chers s'en sont mieux sorti.



*Viandes bovines fraîches et congelées, veau compris.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Le prix a été le principal facteur d'évolution des importations en 2014. Tout d'abord, le recul des achats de viandes fraîches a été plus marqué (-6% /2013, veau inclus) que celui des achats de viandes congelées (-4%). Le prix de la viande congelée importée a dégringolé (-8% /2013) à 2,8 €/kg de carcasse, alors que celui des viandes fraîches a seulement légèrement baissé (-2%), à 4,3 €/kg.

En outre, les fournisseurs européens les plus chers ont été les plus frappés par la baisse des achats français. Les importations ont en effet chuté depuis les **Pays-Bas** (-7% /2013), l'**Allemagne** (-9%) et la **Belgique** (-8%), alors même que les réformes ont sensiblement progressé dans ces trois pays.

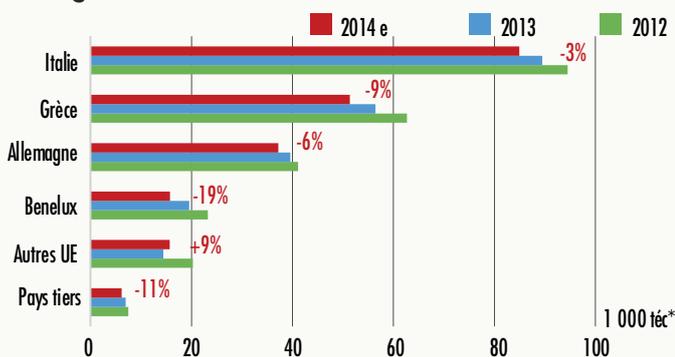
Certes, l'**Italie**, qui reste notre fournisseur le moins cher (autour de 3,0 €/kg de carcasse en frais comme en congelé), a également vu ses envois baisser (-14% /2013). Mais cela tient à la baisse de la production et la descente en gamme de la demande intérieure qui ont réduit les disponibilités en viande à bas prix pour l'exportation.

Ainsi, l'**Irlande** a pu tirer son épingle du jeu, en faisant légèrement progresser ses envois (+1%) grâce à des prix compétitifs (4,1 €/kg de carcasse pour les viandes fraîches) et à des disponibilités en forte hausse. Mais le bon positionnement des opérateurs irlandais est aussi lié au succès de leur offre de catégoriel. Ainsi, l'Hexagone a importé plus de viandes fraîches depuis l'Irlande (+10% /2013), alors que les achats de viandes congelées, principalement destinées à la transformation, sont en recul (-11% /2013).

Enfin, les importations en provenance de **Pologne** ont à nouveau augmenté (+35% /2013), grâce à des disponibilités abondantes et à des tarifs très attractifs. À respectivement 3,4 et 2,1 €/kg de carcasse en frais et en congelé, leur prix moyen a baissé de près de 15% d'une année sur l'autre.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les exportations françaises de viandes bovines fraîches et congelées ont à nouveau baissé en 2014 (-5% /2013), en raison d'une demande de moins en moins qualitative dans le Sud de l'UE et du renforcement de la concurrence étrangère.



*Viandes bovines fraîches et congelées, veau compris.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Les envois de viandes fraîches et réfrigérées ont baissé de -10% à 190 000 téc. À l'inverse, les expéditions françaises de viandes congelées ont fortement progressé (+25% /2013 à 21 000 téc).

Baisse des envois vers l'Italie

Comme en 2013, les importations de viandes se sont mieux tenues que la consommation en Italie. Mais la France n'a pas pu en tirer profit : les exportations françaises de viandes fraîches et congelées vers l'Italie ont à nouveau chuté en 2014 (-3% /2013). Malgré des prix tout juste stables (3,7 €/kg de carcasse), les viandes françaises n'ont pu entrer en compétition avec les importations *low-cost* en provenance de Pologne, dont la présence croît année après année dans la Botte. Par ailleurs, les fournisseurs irlandais ont été particulièrement présents en 2014, se démarquant toujours par leur offre extra large en muscles sous vide.

Un marché grec de plus en plus disputé

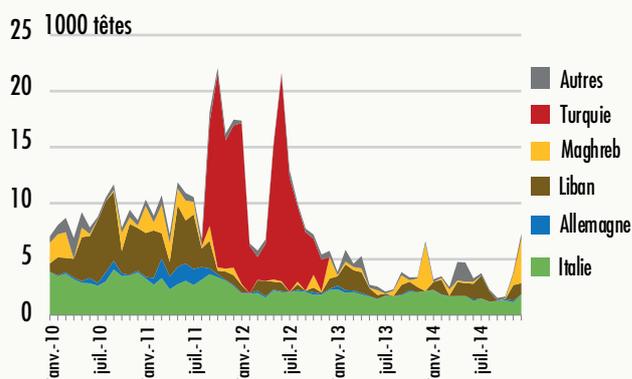
Les importations grecques de viande bovine se sont stabilisées en 2014, après cinq années de baisse ininterrompue. Mais les exportations françaises vers le pays sont restées en retrait (-9% /2013), malgré des tarifs revus à la baisse (-3% à 3,8 €/kg de carcasse pour les viandes fraîches). En effet, de nombreux fournisseurs secondaires, dont la Pologne, se livrent une bataille de plus en plus intense pour conquérir ce marché naguère dominé par la viande française.

Encombrement du marché allemand

La hausse de la production allemande de taurillons a limité le besoin à l'import, notamment au second semestre. Les envois français ont ainsi baissé de 6% en volume comme en valeur.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE TAURILLONS

Les expéditions françaises de taurillons finis ont encore chuté en 2014 (-9% /2013), à moins de 45 000 têtes.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Renforcement de la concurrence étrangère en Italie

Pour la première fois depuis plus de vingt ans, les exportations françaises de taurillons finis vers l'Italie n'ont pas atteint la barre des 20 000 têtes en 2014 (-18% /2013). La France reste certes le premier opérateur sur le marché transalpin du vif fini, mais ses parts de marché sont progressivement grignotées par l'Espagne, l'Allemagne, l'Autriche et les pays de l'Est, Pologne en tête.

Une année compliquée en Afrique du Nord

L'année 2014 a été marquée par la propagation de l'épidémie de fièvre aphteuse depuis la Libye jusqu'à la Tunisie et l'est de l'Algérie, principale région d'engraissement du pays. Les autorités algériennes ont alors interdit toute importation de bovins vivants de fin juillet à mi-octobre. Après des envois satisfaisants en novembre (1 000 têtes), l'ouverture du contingent à droit nul de 5 000 tonnes en poids vif, ouvert au 1^{er} janvier, a boosté les expéditions toute fin décembre. Mais, sur l'ensemble de l'année, les envois de taurillons vers l'Algérie ne dépassent pas leurs niveaux de 2013, à moins de 8 000 têtes.

La Libye est restée officiellement ouverte aux importations toute l'année, mais les flux ont été limités par la détérioration de la situation sécuritaire du pays. Les exportations françaises vers la Libye ont toutefois triplé, à plus de 3 000 têtes.

Rebond des envois vers le Liban

Les exportations françaises ont profité de la hausse de la demande libanaise en taurillons d'abattage. Elles ont rebondi de 10%, à plus de 10 000 têtes.

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE



Chute généralisée des prix

Le retour à des taux de réforme plus habituels dans le secteur laitier et la hausse des sorties de mâles dans plusieurs pays-clefs (Pologne, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne) ont permis à la production européenne de rebondir (+3%), après avoir touché le fond en 2013. Toutefois, la demande est restée fragile partout sur le Continent, et les flux d'exportation vers les pays tiers ont été handicapés par l'embargo russe à partir de l'été. Ce déséquilibre entre une offre abondante et une demande timide a entraîné une forte chute des cours dans tous les pays, et pour toutes les catégories d'animaux.

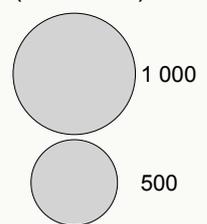
PRODUCTION 2014

La production européenne de viande bovine recouvre des réalités très différentes : axée vers l'engraissement de bœufs et génisses à l'herbe outre-Manche, elle est basée sur la valorisation d'animaux issus du troupeau laitier en Allemagne et en Pologne, ou encore principalement issue d'engraissement intensif d'animaux maigres importés en Italie ou en Espagne.

+3%

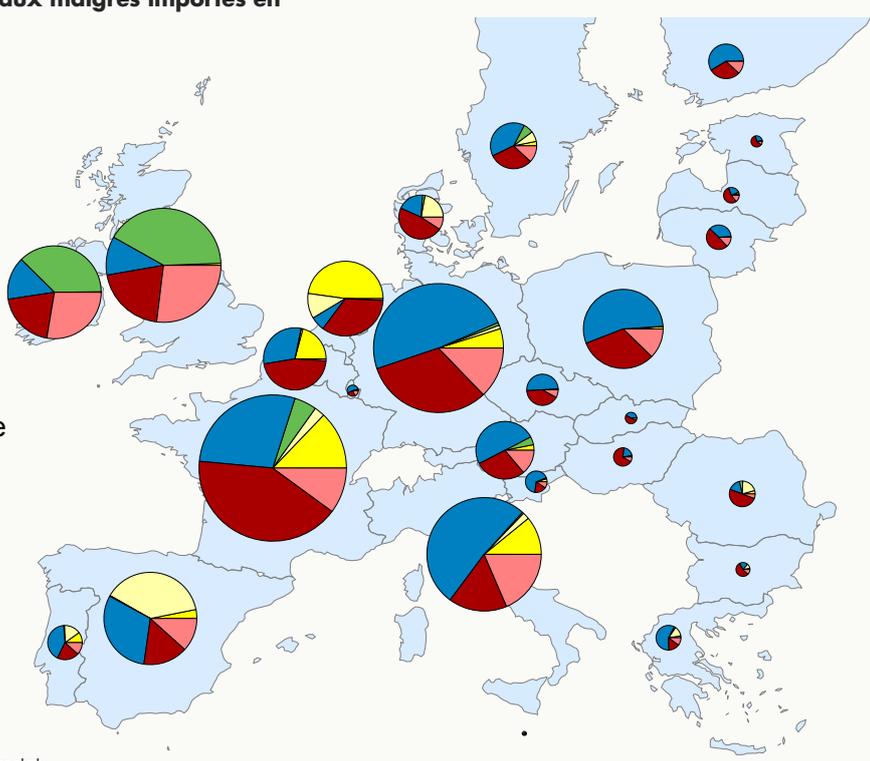
C'est la hausse de la production européenne de viande bovine en 2014

Abattages 2014
(1 000 téc)



Part de chaque type d'animal dans les volumes abattus

- Veau
- Bovin jeune
- Boeuf
- JB + Taureau
- Vache
- Génisse



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Articque

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

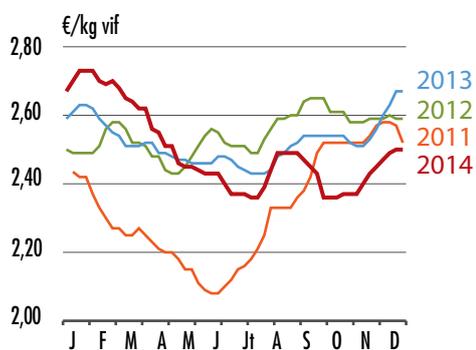
ITALIE



DONNÉES REPÈRES

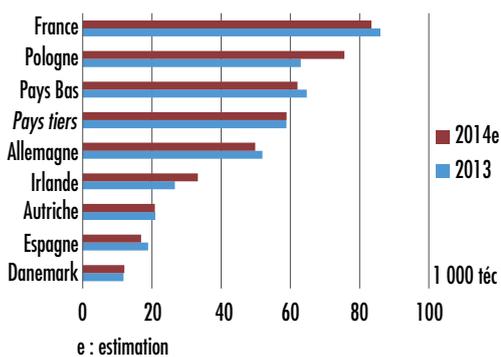
- **Consommation : 19,8 kgéc/hab.**
- **Part des importations (vif fini et viande bovine) dans la consommation : 42%**

PRIX DU JB ITALIEN CHAROLAIS CATÉGORIE I À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après douanes italiennes

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2009	2010	2011	2012	2013	2014e	2014/2013
Abattages	1 055	1 075	1 011	982	933	886	-5%
Importations	505	515	478	455	448	462	+3%
Exportations	144	178	178	166	162	164	+1%
Consommation	1 417	1 412	1 310	1 271	1 219	1 184	-3%

e : estimations

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Malgré une baisse de production de l'ordre de 5%, le marché italien est resté engorgé toute une partie de l'année. La demande atone et les importations de viande polonaise ont participé à faire pression sur les prix.

Nouvelle baisse de production

La production italienne de viande bovine a de nouveau reculé en 2014 (-5% /2013 à 886 000 téc) après une baisse similaire en 2013. Le recul de l'engraissement se poursuit dans la plaine du Pô. D'après les données de la BDNI italienne, le nombre de jeunes bovins mâles abattus en 2014 a reculé de près de 7% et celui de jeunes femelles de 11%. La rétention des vaches laitières jusqu'à l'automne a conduit à une baisse du nombre de vaches abattues (-5% /2013), participant aussi au repli de la production nationale.

Une demande toujours en retrait

La consommation italienne de viande bovine est toujours en crise. Elle aurait reculé de 3% en 2014 selon nos estimations, pour tomber à 1,18 million de téc, accusant une chute de plus 16% en trois ans. À cette baisse des volumes consommés s'ajoute une descente en gamme de la demande liée à la baisse généralisée du pouvoir d'achat : plus de viande achetée en promotion, perte de vitesse des démarches filière, percée des viande importées, notamment polonaises...

Importations de viande : la Pologne talonne la France

Les importations italiennes de viande bovine ont progressé modestement en 2014 (+3% /2013). La France reste le premier fournisseur de l'Italie, mais jusqu'à quand ? Avec des ventes en baisse de 3%, la France est en effet talonnée par la Pologne, fournisseur *low-cost*, qui a augmenté ses tonnages de 20%. L'Irlande, grâce à une production en hausse et à une offre en catégoriel particulièrement bien adaptée à la demande de la GMS italienne, a également accru fortement ses volumes (+25%). Comme en 2013, les viandes allemandes et néerlandaises ont été en retrait sur le marché italien (-4%). Les viandes de pays tiers ont quant à elles cessé de progresser.

Un marché engorgé à partir du printemps

Les bons prix de fin 2013 et de début 2014 ont encouragé des mises en place nombreuses de broutards. Mais la demande morose et la pression des viandes importées, notamment polonaises, ont fait baisser les prix très fortement au premier semestre. Les sorties ont alors pris du retard et le marché italien s'est retrouvé complètement engorgé. Enfin, la hausse saisonnière des cours a été tardive et de très faible ampleur. En moyenne sur l'année, la cotation du JB charolais de 1^{ère} catégorie à Modène a plafonné à 2,50 €/kg vif (-1% /2013) et celle du mâle limousin à 2,64 €/kg (-5%). Les cotations abattoirs-détaillants accusaient également des baisses significatives : -4% pour les carcasses de 1^{ère} qualité, à 6,26 €/kgéc en moyenne sur l'année.

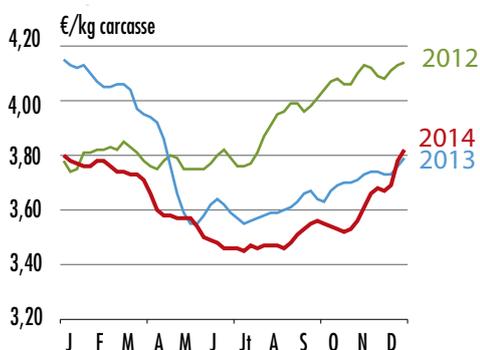
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE



DONNÉES REPÈRES

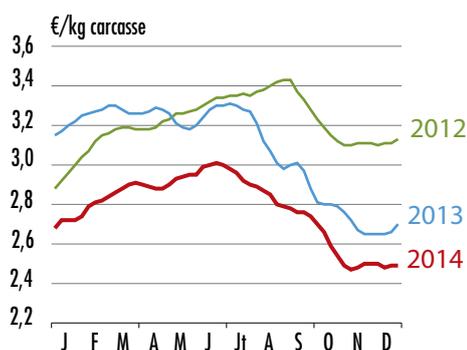
- **Consommation : 13,4 kgéc/hab.**
- **Part des importations dans la consommation : 33%**
- **Part des exportations dans la production : 36%**

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R3 EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après cotations nationales

COTATION NATIONALE DE LA VACHE O3 EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après cotations nationales

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2009	2010	2011	2012	2013	2014e	2014/2013
Abattages	1 193	1 201	1 171	1 150	1 115	1 136	+2%
Importations viande	360	389	427	384	377	353	-6%
Exportations viande	498	522	495	434	411	409	=
Consommation	1 055	1 067	1 103	1 100	1 082	1 081	=

e : estimations

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations

Les embargos russes et le rebond de la production ont créé des surplus que la consommation intérieure a eu du mal à absorber. Les prix ont été nettement réajustés, en particulier pour les animaux de conformation modeste.

Léger rebond de la production après le creux de 2013

Le retournement de la conjoncture laitière mi-2014 a nettement ralenti la recapitalisation allemande. Restées proches des bas niveaux de 2013 jusqu'en mai, les réformes ont rebondi de 7% sur les sept derniers mois de l'année. Le cheptel allemand de vaches laitières a clôturé l'année en légère hausse (+0,7% /2013) à 4,30 millions de têtes, tandis que le cheptel de vaches allaitantes restait stable à 674 000 têtes. La production allemande de taurillons a progressé jusqu'à l'automne (+3% /2013 sur 9 mois), suite à la baisse des exportations de veaux en 2012. Cette hausse s'est toutefois tarie au dernier trimestre, en raison d'expéditions de veaux plus dynamiques en 2013, et de la progression du sexage en vue de produire des génisses laitières. Fin 2014, le stock de mâles de 1 à 2 ans était en baisse par rapport aux hauts niveaux de 2013 (-2%).

Des cours sous pression

En Allemagne, la viande de vaches laitières est en compétition avec le porc pour l'élaboration de produits transformés mixtes. L'embargo russe sur la viande porcine européenne a ainsi entraîné le prix du porc à la baisse dès la fin janvier 2014, et avec lui, celui des femelles de conformation médiocre. Les prix des vaches sont par la suite restés sous pression, en raison de la hausse des disponibilités et de l'embargo russe sur la viande bovine à partir d'août, qui a supprimé un débouché essentiel pour les découpes de second choix issues de vaches laitières. En moyenne sur l'année, la cotation de la vache O est ainsi restée en retrait de 10% par rapport à 2013.

Les cours moyens des taurillons ont également accusé des baisses importantes en 2014 (-7% et -4% /2013 pour les conformations O et R), en raison de la hausse de la production et d'une demande timide sur la majorité de l'année. Toutefois, l'allègement des disponibilités et la relance de la consommation ont permis une franche hausse saisonnière des cours à l'automne.

La renationalisation du marché allemand se poursuit

Les volumes supplémentaires produits en 2014 ont remplacé la viande importée dans la distribution allemande. Ce recul de la demande à l'import a impacté les achats de viande fraîche en provenance de France et de Pologne, alors que l'Europe du Nord (Pays-Bas, Danemark) a conservé ses parts de marché.

Les exportations sont restées globalement stables, la hausse des envois de viandes fraîches vers les Pays-Bas (+7%) compensant l'effritement des expéditions vers l'Italie et la France.

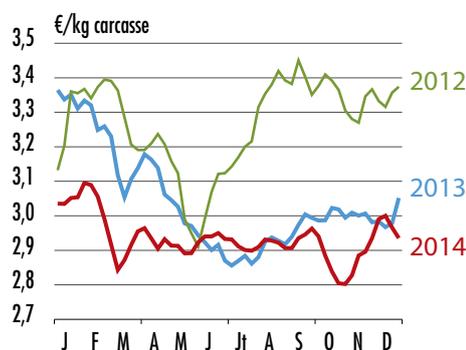
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE



DONNÉES REPÈRES

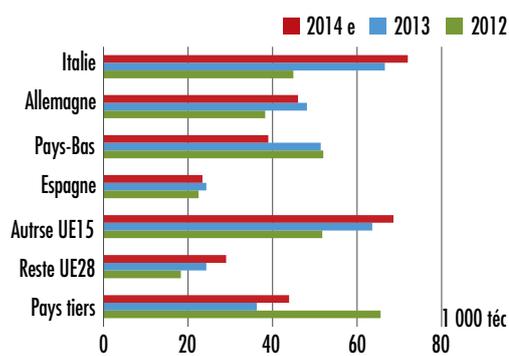
- **Consommation : 2,3 kgéc/hab.**
- **Part des exportations (vif fini et viande bovine) dans la production : 83%**

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN 03 EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

	2009	2010	2011	2012	2013	2014e	2014/2013
Abattages	379	381	385	371	373	425	+14%
Importations	13	19	18	17	16	16	-2%
Exportations	265	321	309	319	340	353	+4%
Consommation*	127	79	94	69	49	88	+78%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges,

le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ierigiz, Eurostat et estimations

e : estimations

La poussée de la production polonaise a largement contribué à l'encombrement du marché européen en 2014. Privés de nombreux débouchés en-dehors de l'UE, les exportateurs ont dû concéder des baisses de prix importantes pour assurer leur position sur le marché continental.

Forte hausse de la production

Les effectifs de mâles de 1 à 2 ans dans les étables polonaises étaient fin 2013 en forte hausse (+55 000 têtes /2012). La production polonaise de mâles non castrés a donc logiquement progressé en 2014 (+13% /2013 et +19% /2012).

L'amélioration de la productivité numérique des vaches et la chute des abattages de petits veaux ont en effet permis de stabiliser le nombre de veaux polonais disponibles au cours des cinq dernières années, malgré l'érosion du cheptel reproducteur. En outre, les exportations de veaux de 8 jours n'ont plus dépassé 200 000 têtes par an depuis 2012, contre encore 550 000 en 2009. Cette tendance de long terme est liée à l'expansion de l'engraissement en Pologne, qui absorbe des effectifs croissants de veaux laitiers.

Par ailleurs, le rythme des réformes s'est intensifié (+17 %/2013), en raison de la baisse prononcée du prix du lait sur le second semestre.

Des débouchés supplémentaires difficiles à trouver

L'interdiction de l'abattage rituel en janvier 2013 a privé la filière polonaise de nombreux débouchés extérieurs à l'UE. La Pologne était en outre un des principaux exportateurs européens de viande bovine vers la Russie, et est à ce titre particulièrement affectée par l'embargo. Enfin, la demande à l'import est restée faible en Europe de l'Ouest. Ce décalage entre une demande atone et une offre pléthorique a obligé les opérateurs polonais à revoir leurs prix à la baisse. Après la chute des cotations en 2013, les cours des taurillons laitiers sont restés sous pression tout au long de l'année (-4% /2013 et -10% /2012 en moyenne annuelle). Le prix de la vache O a également dégringolé (-7% /2013 et -12% /2012).

Les expéditions polonaises n'ont progressé que de 4% malgré la baisse des tarifs (-6% /2013), à 2,8 €/kg de carcasse en moyenne pour les viandes exportées fraîches et congelées. Les quantités envoyées vers l'Europe de l'Ouest ont été globalement stables, la hausse des achats italiens compensant la baisse des expéditions vers l'Allemagne et les Pays-Bas. Les performances ont été meilleures vers les pays de l'est de l'UE (+27%), et vers les pays tiers (+50% hors Russie) : Balkans (11 000 téc), Kazakhstan (3 500 téc) et Hong-Kong (2 500 téc).

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

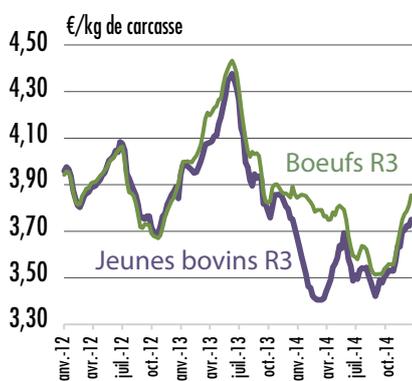
IRLANDE



DONNÉES REPÈRES

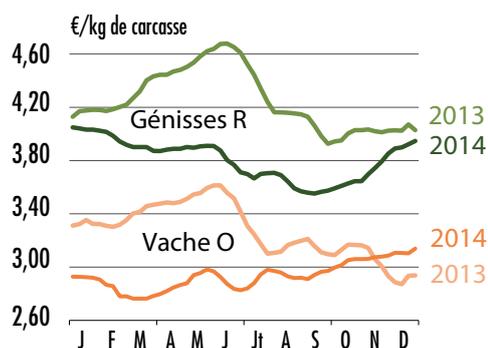
- **Consommation : 18,8 kgéc/hab.**
- **Part des exportations dans la production : 90%**

COTATION NATIONALE DU BŒUF R3 ET DU JB R3 EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Bord Bia

COTATION NATIONALE DE LA GENISSE R ET DE LA VACHE O EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Bord Bia

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

	2009	2010	2011	2012	2013	2014e	2014/2013
Abattages	514	559	547	495	518	582	+12%
Importations	34	33	55	45	35	30	-15%
Exportations	461	505	510	453	466	525	+13%
Consommation	87	87	92	87	87	87	=

e : estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AML et estimations

L'Irlande est, à elle seule, responsable du quart de la hausse de la production européenne de viande bovine en 2014. Les cours sont donc restés sous pression, malgré le succès grandissant des viandes irlandaises sur le marché continental.

Production pléthorique, de bœufs et de génisses

Les années 2011 et 2012 avaient été marquées par une hausse des naissances laitières et une baisse des exportations de veaux et de broutards. En 2014, les effectifs de bœufs et de génisses abattus ont ainsi affiché des hausses impressionnantes (+15% /2013). En outre, les conditions fourragères se sont nettement améliorées, et l'alourdissement des carcasses a amplifié la hausse de la production de viande (+17% /2013). Par conséquent, les prix des bœufs et des génisses se sont repliés (-10%) par rapport aux niveaux exceptionnels de 2013. La demande britannique en viande irlandaise sous cahier des charges avait alors explosé, au lendemain du scandale de la viande de cheval.

2015 devrait marquer une pause dans les abattages de *Prime Cattle* : après la chute des naissances dans le troupeau allaitant en 2013 et la reprise des expéditions de broutards, le cheptel irlandais a été réajusté à la baisse.

Effondrement des prix des vaches et des jeunes bovins au premier semestre

La décapitalisation allaitante s'est poursuivie jusqu'au printemps, avant de se ralentir grâce à l'amélioration des conditions fourragères. Les cotations des vaches ont ainsi plongé au premier semestre (-15% /2013 pour la vache R). Elles ont rejoint progressivement leurs niveaux de 2013, sous l'effet de réformes moins intenses.

Les prix des jeunes bovins ont connu une évolution similaire au premier semestre (-14% /2013), en raison d'une hausse considérable de la production (+20% /2013). Les abattoirs, totalement saturés par l'afflux d'animaux, ont en effet privilégié l'achat de bœufs et de génisses mieux valorisables sur le juteux marché britannique. Les disponibilités en taurillons se sont toutefois tariées à partir de juillet (-16% /2013 au second semestre), permettant le démarrage de la hausse saisonnière des cours.

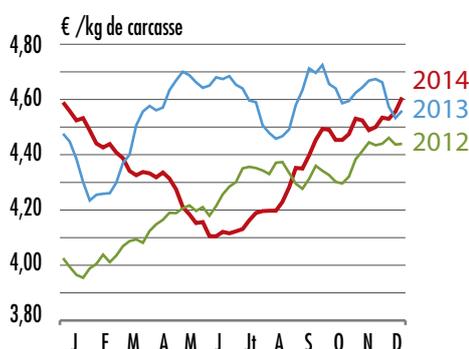
Forte hausse des exportations de viande

L'accroissement des disponibilités et le réajustement des prix ont boosté les exportations. Et ce, d'autant plus que la bonne image du bœuf irlandais et l'offre de catégoriel séduisent un nombre croissant de clients. Les envois ont rebondi vers le Royaume-Uni (+11% /2013 sur les dix premiers mois), qui reste le principal acheteur de viande bovine irlandaise. Ils ont également progressé vers l'Italie (+25%), l'Allemagne (+25%), les Pays-Bas (+13%) et la France.

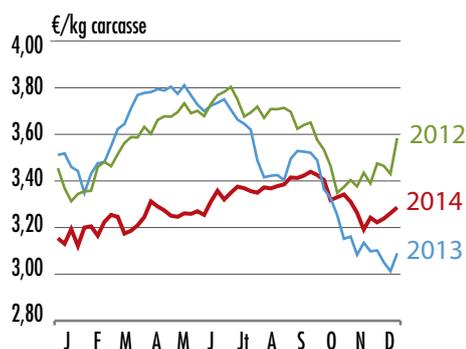


DONNÉES REPÈRES

- **Consommation : 17,8 kgéc/hab.**
- **Part des importations (vif fini et viande bovine) dans la consommation : 36%**

COTATION NATIONALE DU BŒUF R3
AU ROYAUME-UNI

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COTATION NATIONALE DE LA VACHE R3
AU ROYAUME-UNI

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT
DU MARCHÉ VIANDE BOVINE
AU ROYAUME-UNI

	2009	2010	2011	2012	2013	2014e	2014/2013
Abattages	833	909	936	885	847	877	+4%
Importations	404	397	383	406	389	405	+4%
Exportations	106	138	176	148	132	139	+5%
Consommation	1 131	1 169	1 142	1 144	1 104	1 143	+3%

e : estimations

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, Eblex, Eurostat et estimations

Malgré une croissance économique plus forte que sur le continent européen, la demande intérieure en viande bovine reste fragile au Royaume-Uni. Ainsi, affectés par la hausse des disponibilités et par l'appréciation de la livre sterling, les prix payés aux producteurs se sont effondrés en monnaie locale.

Sursaut des disponibilités

La production britannique de viande bovine a progressé de près de 4% en 2014. Tout d'abord, la réduction du prix des céréales et surtout l'amélioration des conditions climatiques, après une année fourragère 2013 catastrophique, ont permis l'augmentation des poids des vaches (+9 kg ou +3% /2013) comme des *Prime Cattle* (+8 kg ou +2% /2013).

Par ailleurs, les effectifs abattus ont augmenté (+1%). Les sorties de bœufs ont rebondi (+8%) grâce à la hausse des naissances allaitantes en 2011 et 2012 et au déclin de l'engraissement de jeunes bovins. Les abattages de génisses ont affiché une progression plus limitée (+1%). À l'inverse, les sorties de vaches sont restées ralenties (-2%) : côté allaitant, le cheptel était déjà écorné par trois années de décapitalisation ; côté laitier, la rétention s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'automne, stimulée par la bonne conjoncture laitière.

Enfin, la poussée de la production en Irlande et l'appréciation de la livre sterling ont boosté les importations (+4% /2013), accentuant encore l'encombrement du marché britannique en viande de *Prime Cattle* produit sous cahiers des charges.

Des prix corrigés à la baisse

Les prix des bœufs et des génisses ont été sévèrement corrigés au premier semestre face à l'encombrement du marché. Ils sont toutefois repartis à la hausse à partir de l'été grâce à une consommation moins hésitante. En moyenne sur l'année, le prix du bœuf R a reculé de 9% en monnaie nationale mais seulement de 4% en euros, à 4,35 €/kg de carcasse.

L'évolution du cours des vaches s'est calquée sur les tendances européennes, l'export étant le débouché privilégié des femelles de réforme. La cotation britannique de la vache R est restée en retrait de 6% en euros et de 11% en livres sterling en moyenne sur 2014.

Rebond mitigé de la consommation et des exportations

Dans un contexte de croissance économique (+3%), la consommation britannique a retrouvé des niveaux plus habituels après le creux de 2013. Les achats de viande piécée par les ménages restent cependant en retrait, au profit des achats d'élaborés et des repas hors domicile.

Les exportations ont également progressé (+5% /2013). En effet, les disponibilités pléthoriques en *Prime Cattle* et la préférence croissante des GMS pour les animaux produits sous cahiers des charges ont poussé les opérateurs à destiner une part croissante des viandes de vaches à l'exportation.

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

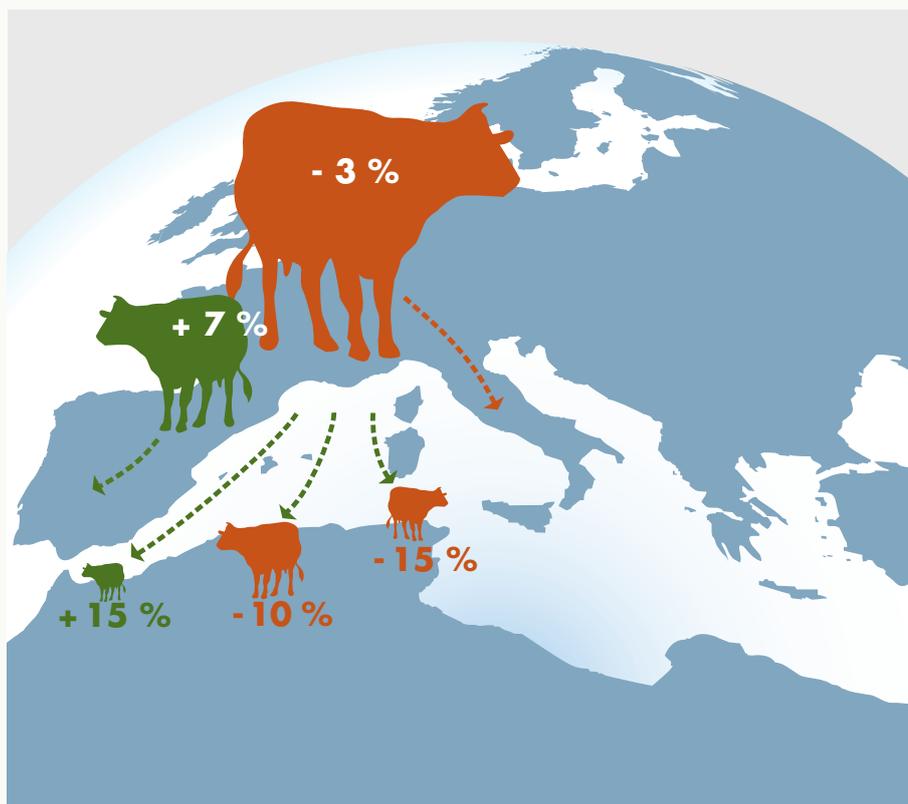


Des exportations qui s'érodent encore

Depuis le pic enregistré en 2011, les exportations de broustards français ne cessent de reculer. Fortement en 2012, marginalement en 2013 (<1% /2012) et de 2% en 2014. L'Italie, principal débouché de nos broustards, a encore réduit ses achats, conséquence de la restructuration de la filière. L'Espagne revient peu à peu. Les exportations vers les pays tiers ont quant à elles été limitées par des problèmes sanitaires. L'évolution des cotations des animaux mâles a reflété ces conditions de marché difficiles, accusant deux importantes baisses, en juin puis à partir de septembre, affectant surtout les Charolais. Les cotations des femelles ont mieux résisté, soutenues par une demande qui a cependant faibli en fin d'année.

EXPORTATIONS 2014

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS



Estimation des exportations françaises de gros bovins maigres en 2014 :

- Vers l'Italie : 747 000 têtes
- Vers l'Espagne : 143 000 têtes
- Vers les autres pays de l'UE : 25 000 têtes
- Vers les pays tiers : 42 000 têtes
 - dont - l'Algérie : 28 000 têtes
 - la Tunisie : 8 000 têtes
 - le Maroc : 4 000 têtes

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

C'est le nombre de broutards exportés en 2014.

BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BOVINS MAIGRES

Têtes	Année civile 2012	Année civile 2013	Année civile 2014*	Évolution 2014/2012
Mâles et femelles de 160 à 300 kg vif =	237 700	241 700	239 000	-1%
Mâles maigres de plus de 300 kg vif =	562 500	571 000	550 000	-4%
Femelles maigres de plus de 300 kg vif =	182 200	167 000	171 000	+2%
TOTAL	982 400	979 700	960 000	-2%

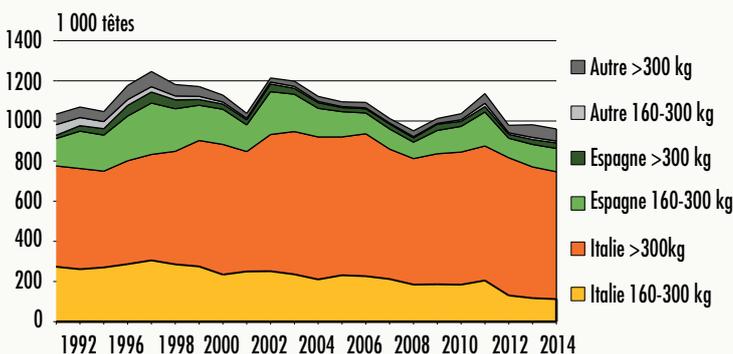
*estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Après un léger repli en 2013, les exportations françaises ont plus fortement reculé en 2014 (-2% /2013). Depuis le pic de 2011, la baisse totale des envois français se chiffre à près de 16% et 175 000 têtes.

Les différentes catégories de broutards ont connu en 2014 des évolutions divergentes. La catégorie la plus emblématique, les mâles de plus de 300 kg, a été la plus affectée par la baisse des expéditions. Le repli se chiffre à 4%, principalement à cause d'une demande italienne peu dynamique. À l'inverse, les exportations de femelles de plus de 300 kg ont enregistré une légère progression, après la forte chute de 2013 (-11% /2012). Enfin, les envois d'animaux les plus légers se sont globalement stabilisés, portés par les achats des engraisseurs espagnols qui ont compensé le repli des achats italiens.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE GROS BOVINS MAIGRES



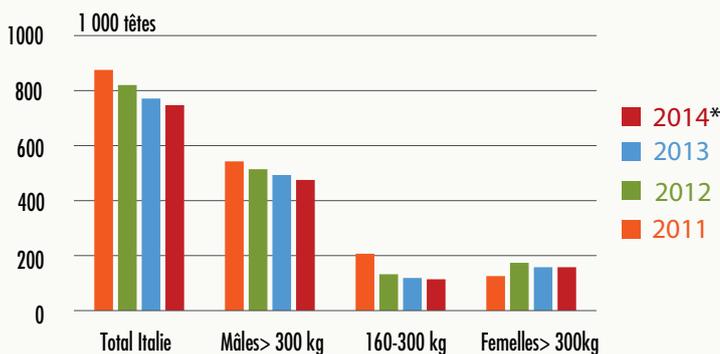
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Le recul des exportations en 2014 a touché toutes les destinations, sauf l'Espagne, dont les achats ont repris.

Avec 78% des exportations françaises, l'Italie demeure, de loin, le principal débouché des broutards hexagonaux. Mais sa part dans les envois français ne cesse de reculer, perdant 1 point par rapport à 2013 et 5 points depuis 2012. À l'inverse, la part de l'Espagne est remontée à 15% après avoir chuté en 2012 et celle des pays tiers est restée au-dessus des 4%, bien que les envois aient légèrement régressé. Les achats de l'ensemble des autres pays européens (Allemagne, Grèce, Benelux) ne dépassent pas 25 000 têtes, soit moins de 3% des exportations françaises.

L'automne 2014 a été marqué par une forte baisse des exportations sous le triple effet d'une demande italienne morose, de la fermeture de l'Algérie et de la Tunisie pour raisons sanitaires et d'un décalage des naissances en début d'année.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS VERS L'ITALIE



* estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

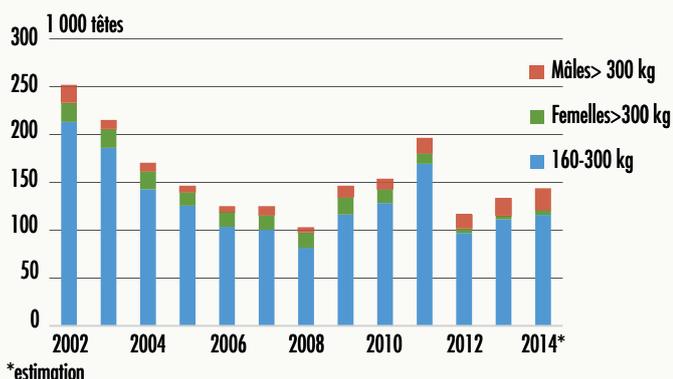
Avec environ 750 000 têtes en 2014, les exportations vers l'Italie ont encore reculé (-3% /2013), mais moins vite que les années précédentes. Le recul cumulé atteint 15% en 3 ans.

Les engraisseurs italiens ont encore réduit leurs achats en 2014. Face à une consommation en baisse et à la percée des viandes polonaises, la restructuration de la filière « jeune bovin » n'en finit pas. La réduction des envois français a surtout touché les mâles de plus de 300 kg. Les animaux charolais sont de moins en moins présents dans les ateliers italiens, alors que les Limousins et les Rustiques maintiennent leurs positions. Les envois de femelles de plus de 300 kg se sont stabilisés après le fort recul enregistré en 2013.

4 LE MARCHÉ DES BROUTARDS EN FRANCE

EXPORTATIONS 2014

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS L'ESPAGNE

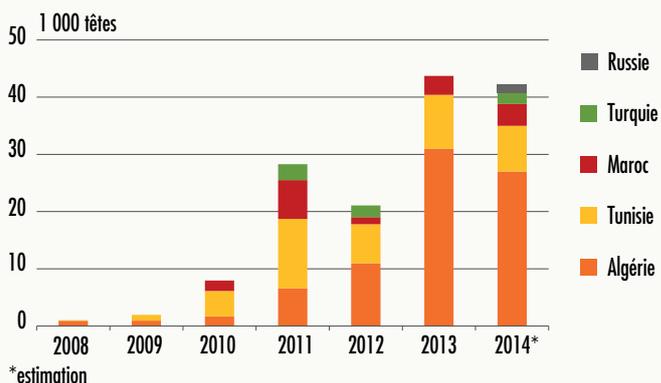


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Après la chute du commerce franco-espagnol en 2012, les engraisseurs ibériques reviennent peu à peu aux achats. À plus de 140 000 têtes en 2014, les exportations vers l'Espagne ont progressé de 7% /2013 et de 23% /2012. Mais elles sont toujours inférieures de 27% au pic de 2011.

Fortement impactés par la crise économique, la sécheresse et les prix des broutards en 2012, les engraisseurs espagnols ont repris leurs achats en 2013 et au 1er semestre 2014, avant de freiner leurs importations en fin d'année. La France reste le principal fournisseur des engraisseurs espagnols avec plus de 90% des animaux importés. La plus grande partie des achats porte sur des animaux légers, à un prix moindre que les broutards destinés aux engraisseurs italiens ou français. Mais les acheteurs se tournent désormais vers plus d'animaux lourds (>300kg), diminuant la part des broutards légers de 86% en 2011 à moins de 80% en 2014.

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS LES PAYS TIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

L'année 2014 a été marquée par un léger recul des exportations vers les pays tiers (-3% à 42 000 têtes) et la reprise des envois vers la Turquie en fin d'année.

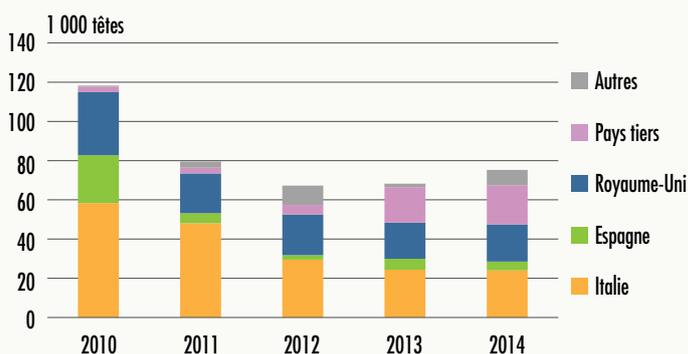
L'Algérie et la Tunisie restent les principaux clients non européens de broutards français. Mais l'apparition de la fièvre aphteuse, en Tunisie puis en Algérie, a interdit tout envoi vers ces pays pendant plusieurs mois au milieu de l'année. Les annulations n'ont pu être totalement rattrapées par les exportations dynamiques du dernier trimestre. Les importations algériennes d'animaux maigres français sont ainsi descendues sous les 30 000 têtes. À l'inverse, le Maroc a légèrement augmenté ses achats et la Turquie a repris ses importations en provenance de France sur les deux derniers mois de l'année, permettant de compenser en partie la baisse des envois français vers ses deux principaux clients.

IRLANDE 2014

Après deux années de baisse puis une stabilisation en 2013, les exportations irlandaises ont progressé en 2014 (+10%), à 75 000 têtes.

En 2014, les prix des broutards irlandais ont été légèrement inférieurs à ceux de 2013, permettant des exportations un peu plus importantes. Les achats britanniques ont enregistré une faible progression (+3%) et représentent toujours un quart des exportations. Les envois vers l'Italie et l'Espagne ont affiché un léger recul et ne pèsent plus respectivement que 32% et 7% des expéditions totales, contre 50% et 21% en 2010. Les nouveaux clients qui montent sont désormais les pays tiers, qui captent plus de 25% des animaux maigres exportés. Parmi eux, la Libye se taille la part du lion, avec près de 80% des envois irlandais hors Union européenne, loin devant la Tunisie et le Maroc.

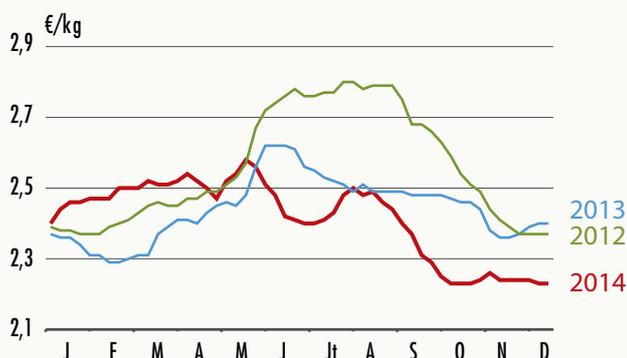
EXPORTATIONS IRLANDAISES D'ANIMAUX MAIGRES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après BordBia

PRIX DES MÂLES 2014

COTATIONS DU CHAROLAIS U DE 450 KG



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

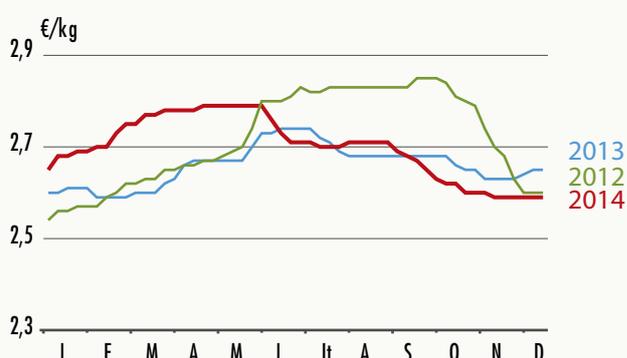
En moyenne sur l'année 2014, les cotations des broutards mâles ont reculé de 3% par rapport à 2013.

Pour l'ensemble des mâles, les évolutions des prix en 2014 ont été relativement synchrones. La hausse saisonnière sur les cinq premiers mois a été marquée et a porté les cours à des niveaux au-dessus de ceux de 2013 et de 2012. Mais une baisse brutale a eu lieu dès le mois de juin, affectant d'abord les animaux charolais puis ceux de race limousine. Cette chute s'explique par l'engorgement du marché italien, affecté par une baisse saisonnière des cours des jeunes bovins particulièrement forte, rendant fébriles et attentistes

-3%

C'est la baisse des cotations des broutards mâles en 2014.

COTATIONS DU LIMOUSIN U DE 350 KG



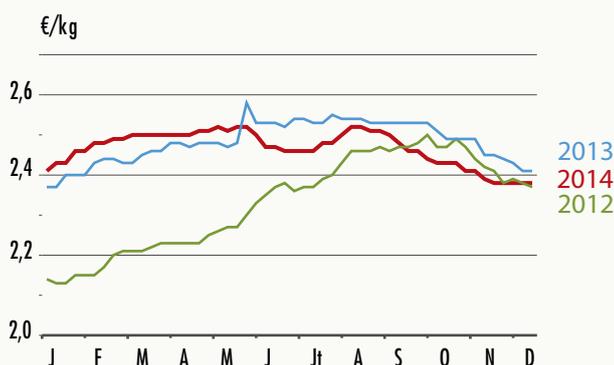
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

les engraisseurs transalpins. L'attitude des engraisseurs français, qui ont également jugé les cours des broutards incompatibles avec le prix du gras en France, et le début des sorties saisonnières de broutards nés fin 2013 ont amplifié le phénomène de repli.

Une deuxième baisse des cours, saisonnière celle-là, a débuté en septembre. Elle a été particulièrement forte pour les animaux les plus lourds, destinés aux marchés italien et algérien, ce dernier restant fermé pendant plusieurs mois. En moyenne sur l'année, les cotations des Charolais sont en recul de 2% alors que celles des Limousins progressent de 2%.

PRIX DES FEMELLES 2014

COTATIONS DE LA CHAROLAISE U DE 400 KG

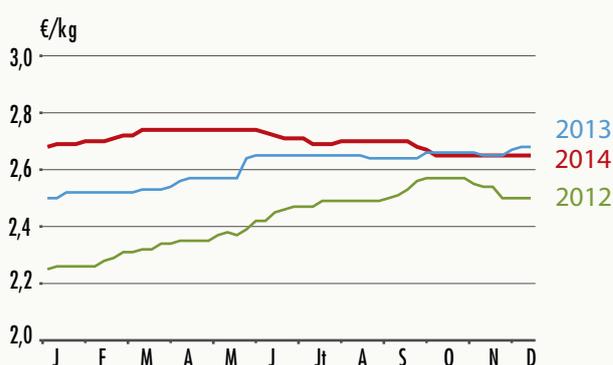


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cotations des femelles se sont maintenues sur l'année par rapport à 2013. Mais cette stabilité a caché des évolutions inverses entre les Charolaises (-3% /2013), plus affectées par le repli de la demande italienne, et les Limousines (+3% /2013).

Les cotations des femelles ont connu des variations atténuées par rapport aux mâles. Les deux périodes de baisse des cours ont été moins marquées que chez les broutards. La demande de femelles légères a été

COTATIONS DE LA LIMOUSINE U DE 270 KG



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

régulière sur le premier semestre avant de reculer en fin d'année. La forte baisse des cours des mâles a en effet réduit l'écart de prix avec les femelles qui ont été boudées par une partie des acheteurs italiens tandis que les Espagnols réduisaient globalement leurs achats.

Dans le même temps, l'offre s'étoffait avec les sorties des génisses nées au printemps. La baisse saisonnière des cours a donc rattrapé les cotations des femelles, surtout les Charolaises, tandis que les cotations des Limousines se maintenaient.

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus en baisse avec le recul de l'ensemble des produits

La conjoncture bovine s'est fortement dégradée en 2014, en bovins maigres comme en bovins finis, tout particulièrement lors du second semestre. La baisse importante des soutiens découplés, à hauteur de 9%, ajoute ses effets pour amputer significativement les revenus, notamment pour les élevages les plus intensifs.

Si la baisse des prix céréales et le repli du prix de l'énergie ont permis de faire reculer les charges, cela n'a pas compensé les baisses de produits.

A l'inverse, le recul des prix des grains impacte très fortement les exploitations diversifiées (-49% de RCAI/UMO pour les naisseurs engraisseurs de JB). Au final, la dégradation du revenu de l'ensemble des exploitations bovines caractérise l'année 2014.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

Une disparité de revenus toujours marquée au sein des systèmes, mais des écarts qui se tassent entre systèmes

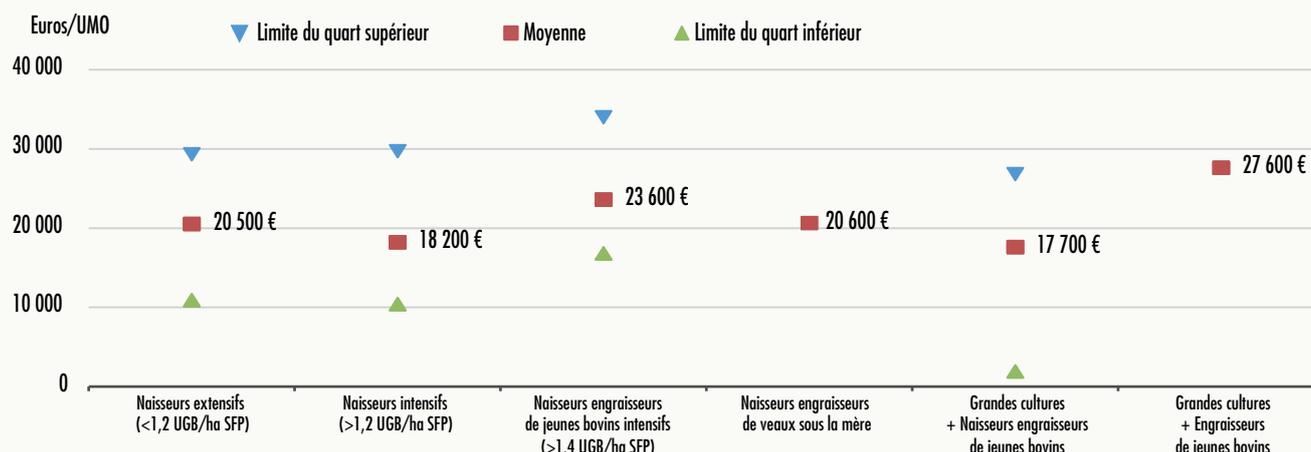
Les revenus courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI) se resserrent pour l'ensemble des systèmes d'élevages, qu'ils soient spécialisés ou diversifiés. En 2014, les RCAI moyens sont partout inférieurs à 30 000 €/UMO exploitant. L'activité d'engraissement permet d'augmenter les résultats, à l'exception des naisseurs engraisseurs avec cultures impactés par les ventes de récoltes à des prix en retrait. Les élevages naisseurs ou engraisseurs de veaux présentent toujours les RCAI les plus faibles (sous les

21 000 €/UMO exploitant). Les revenus des naisseurs-engrailleurs avec cultures se dégradent à ce plancher en 2014.

Si les estimations de revenus tendent à se rapprocher entre les différents systèmes d'élevage en 2014, les écarts de revenus demeurent importants à l'intérieur de chaque catégorie d'élevage. Ainsi, il existe de grandes disparités par rapport aux moyennes expliquées notamment par les différences de tailles, de performance technique et de gestion. Les écarts entre le quart inférieur et le quart supérieur restent très importants, voire se creusent. Cette variabilité est la plus importante pour les élevages diversifiés avec cultures.

RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔT 2014

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2014 avec prise en compte des aléas.



Source : S3E Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

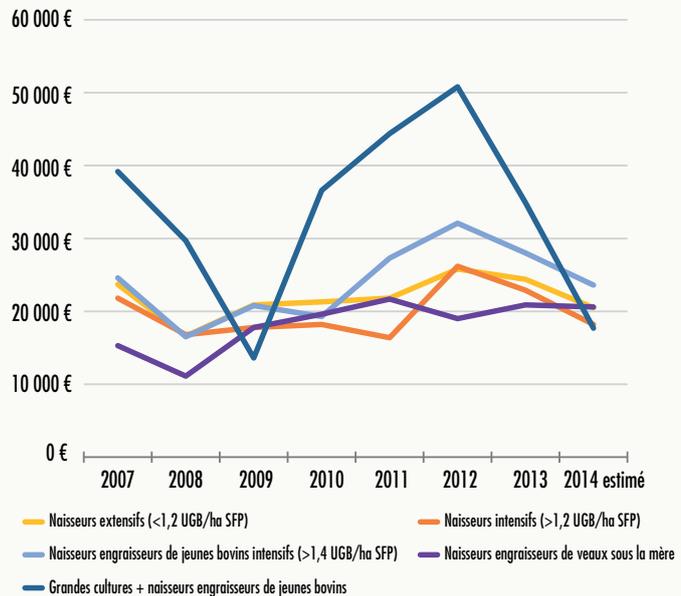
L'avantage apporté par l'activité d'engraissement et la vente de cultures se réduit

Les années 2011 et 2012 avaient fait une part belle aux catégories finies et engraisées, mâles comme femelles. Le retournement de conjoncture amorcé en 2013 et, poursuivi tout au long de 2014, impacte fortement les engraisseurs et les naisseurs engraisseurs. Ces exploitations pâtissent également de la chute des cours céréaliers, et ce d'autant plus que la part de cultures de vente est importante dans le produit. Les systèmes diversifiés en grandes cultures et engraisseurs de jeunes bovins (non représentés ici), qui avaient bénéficié à plein de l'envolée des cours des céréales, ont vécu une deuxième année de recul de revenu. Après une année 2013 déjà peu favorable sur le plan des cultures de ventes, c'est la production de viande qui est moins intéressante.

Le différentiel de revenu entre naisseurs et naisseurs-engraisseurs tend donc à s'estomper avec le repli des cours des bovins finis et des céréales. Mais, il faut aussi compter avec la baisse importante des soutiens. Sur ce point, les systèmes naisseurs bénéficient d'aides un peu plus pérennes comme l'ICHN, revalorisée de 15% en 2014.

Les autres systèmes sont aussi concernés par le retournement de tendance des prix. Un peu plus protégés par un marché label, les élevages producteurs de veaux sous la mère ont plutôt maintenu leurs résultats en 2014.

ÉVOLUTION DES RCAL/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 590 exploitations en 2012 dont 450 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une efficacité et une dimension supérieures à la moyenne. Leur fonctionnement ne diffère pas fondamentalement de celui observé en moyenne dans leur zone. Le maillage de l'échantillon des Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores élaborée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture et recalée sur les résultats du dernier Recensement Agricole de 2010. La typologie combine les orientations technico-économiques de l'exploitation (1) et le type d'atelier bovin viande (2).

1. Combinaisons de production

- a) Bovins viande spécialisés : OTEX herbivore 42-43-44-71 avec moins de 5 vaches laitières
- b) Bovins viande diversifiés : OTEX Polyculture-Elevage 60-81
 OTEX Grandes cultures 13-14
 OTEX 50-72 ou plus de 5 % du Produit brut hors-sol/P.B. total hors aides
 OTEX 37-38-39-82 ou plus de 15 % du Produit brut en cultures pérennes ou spéciales/P.B. total hors aides

2. Types d'ateliers bovins viande : le fonctionnement de l'atelier est caractérisé par le profil de vente des bovins mâles

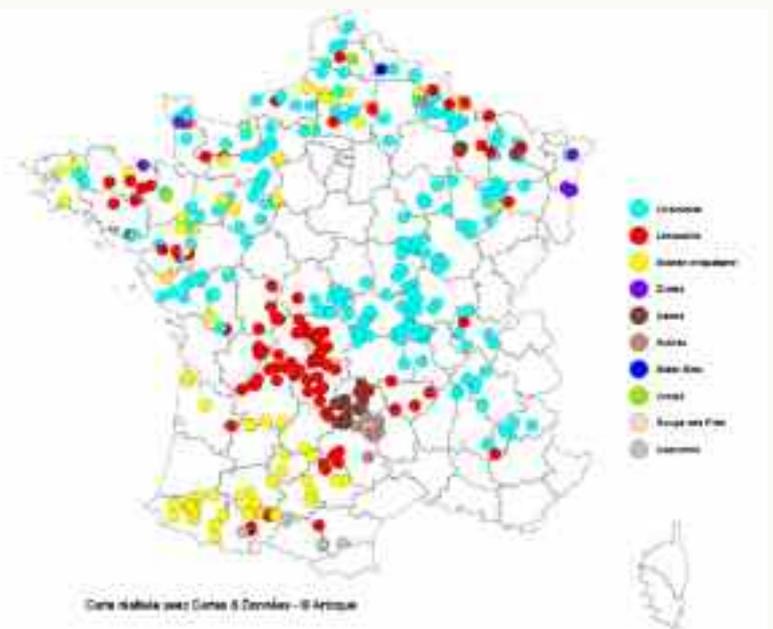
- a) Naisseurs de broutards : VA > 5 et moins de 0,5 veau/VA, moins de 0,2 JB/VA et moins de 0,2 bœuf/VA
- b) Naisseurs-engraisseurs de veaux : 0,5 à 1,3 veau (mâles et femelles)/VA
- c) Naisseurs-engraisseurs de bœufs : >= 0,2 bœuf/VA et nb bœufs vendus > nb de jeunes bovins
- d) Naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins : >= 0,2 JB/VA et nb de jeunes bovins vendus > nb de bœufs vendus
- e) Engraisseurs spécialisés : Si VA = 0 : UGB bov. > 8 ou Si VA > 0 : UGB bov./VA > 8

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2014

L'estimation des revenus 2014 est établie à partir d'un panel de 314 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande. Ces dernières sont illustratives des systèmes d'élevages dominants dans les territoires. Elles font l'objet d'un suivi annuel de leurs résultats techniques, économiques, organisationnels et environnementaux.

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'Élevage bovin viande par race



5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATION DES PRODUITS EN 2014

Estimation des prix des animaux maigres (broutards classiques ou repoussés, broutardes...)

Estimation du produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente des **animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente. Cette dernière est saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux. Pour approcher au mieux cette variabilité sur chacune des exploitations suivies, la période de vêlage a été associée à une période de vente des animaux. Par exemple pour un éleveur en Charolais qui fait naître en hiver, dont les broutards de 300 kg sont commercialisés en automne, le montant des ventes 2014 a diminué de 4,6%. Quand il étale ses vêlages sur toute l'année, l'évolution du prix de vente est annualisée.

Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2014 a été estimé en prenant un pourcentage d'évolution annuel pour chacun des quatre bassins de production (Centre-Est, Grand-Ouest, Grand-Sud, Nord-Est). Le calcul combine le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2013 et 2014 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres. Ainsi le prix 2014 d'une vache de réforme viande d'une exploitation située dans le Grand-Ouest a diminué de 9%.

Estimation des produits de ventes des cultures

Le montant des ventes 2013 pour chacune des cultures réalisées sur l'exploitation a été pondéré par un coefficient propre à chaque région française, prenant en compte l'évolution de volumes et de prix constatés entre 2013 et 2014. Ces données nous ont été transmises par Arvalis-Institut du végétal.

Estimation du montant des aides PAC

La baisse du budget du premier pilier de la PAC ainsi que la mise en place du transfert de 3% du premier vers le second pilier ont conduit à une réduction des DPU des exploitations de l'ordre de 9%. Cette évolution a été contrebalancée en partie pour les exploitations en zones défavorisées, puisque les ICHN ont été revalorisées de 15%. Les paiements PMTVA ont été annoncés stables par rapport à l'année 2013 (notifications faites aux éleveurs), et les aides aux veaux sous la mère ont été revalorisées. Les autres aides sont restées constantes.

EXTRAIT PARTIEL DES DONNÉES UTILISÉES POUR ESTIMER LE PRIX DES ANIMAUX MAIGRES

Exemple de pourcentage d'évolution utilisé pour la catégorie des broutards

TYPE DE BROUARD	EVOLUTION PRIX MOYEN %	VARIATION PRIX DEBUT ANNEE 2014/2013	VARIATION PRIX ETE 2014/2013	VARIATION PRIX AUTOMNE 2014/2013
LIMOUSINS 300 kg	+ 1,8%	+ 1,5%	+ 1,5%	- 1,1%
CHAROLAIS 300 kg	- 4,0%	- 8,5%	- 8,5%	- 4,6%
BLONDS 300 kg	+ 4,6%	+ 3,3%	+ 3,3%	+ 3,5%
AUBRAC, GASCON	+ 3,1%	+ 5,5%	+ 5,5%	- 2,3%
SALERS 350 kg	+ 1,9%	+ 2,8%	+ 2,8%	- 3,7%

Source : FAM - NORMABEV Traitement Institut de l'Élevage

EXTRAIT PARTIEL DES DONNÉES UTILISÉES POUR ESTIMER LE PRIX DES ANIMAUX FINIS

Exemple de pourcentage d'évolution utilisé pour la catégorie des réformes

CRITERES	CENTRE EST	GRAND OUEST	GRAND SUD	NORD EST
VACHES DE REFORME VIANDE R	- 10,2%	- 9,0%	- 7,4%	- 8,7%

Source : FAM - NORMABEV Traitement Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC ENTRE 2013 ET 2014

AIDES	EVOLUTION 2014/2013 (%)
DPU	- 9%
PMTVA	0%
VSLM	+ 3%
ICHN	+ 15%
AUTRES AIDES SECOND PILIER	0%

Source : Ministère de l'Agriculture

RETROUVEZ LE DÉTAIL DES ÉVOLUTIONS DE PRIX RETENUS SUR LE SITE IDELE.FR

Retrouvez les tableaux complets de tous les indices retenus pour effectuer les simulations sur notre page WEB : [idele/Economie et gestion de l'exploitation/revenu](http://idele/Economie%20et%20gestion%20de%20l'exploitation/revenu).

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2014

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2014 suivent les tendances nationales de l'IPAMPA viande bovine.

L'indice IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de suivre l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. Sept types de produits sont suivis : les semences et plants ; les engrais, amendements et supports de culture ; les produits phytosanitaires ; les aliments pour animaux ; le matériel et petit outillage et les produits et services vétérinaires. Cet indice est utilisé pour établir les comptes nationaux de l'agriculture.

En 2014, l'indice IPAMPA amorce enfin une baisse à partir du second semestre 2014, et se retrouve à des niveaux comparables à la fin d'année 2011. Cette évolution s'explique par une baisse du coût de l'énergie et par la baisse des prix pour les aliments, les engrais et les amendements.

En moyenne annuelle, l'indice affiche un repli de 1,4%.

LEXIQUE

- **RCAI (€/UMO) :**

Résultat Courant Avant Impôts (avant déduction des charges sociales de l'exploitant) par UMO exploitant

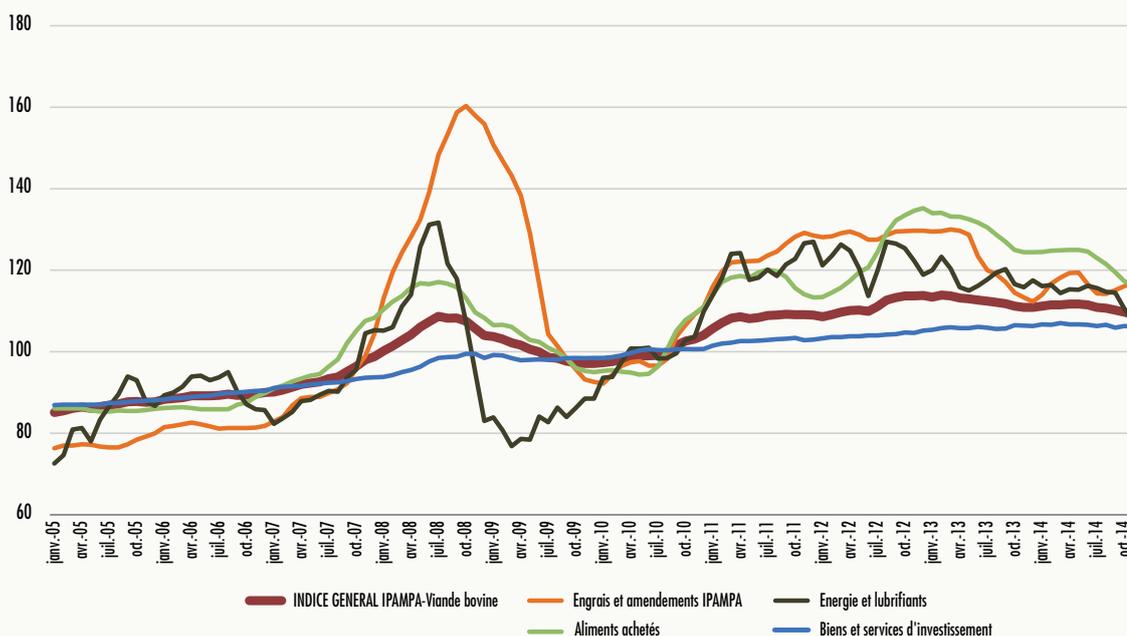
- **Charges opérationnelles :**
ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure)

- **Charges de structure :**
ensemble des charges de structure courante

- **UMO exploitant :**

Unité de main-d'œuvre exploitant : correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

CHARGES ISSUES DE L'IPAMPA EVOLUTION DEPUIS 2005 (INDICE 100 EN 2005)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et Agreste

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

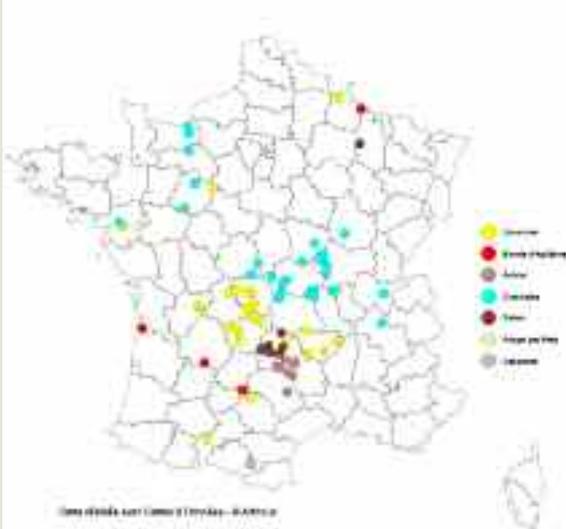
La baisse des prix et des aides ramène les revenus au niveau de 2009



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 140 ha de SAU dont 131 ha de SFP
- 85 vaches allaitantes et 130 UGB
- Productivité moyenne : 307 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 74 EXPLOITATIONS



Ces exploitations bovines viande sont productrices de broutards, avec des chargements inférieurs à 1,2 UGB/ha SFP. Elles sont pour 60% localisées dans le grand bassin allaitant : en Bourgogne, Auvergne, Limousin et Centre. L'Ouest et le Sud-Ouest de la France sont aussi représentés.

Seules 2/3 de ces exploitations produisent des céréales autoconsommées (8 hectares en moyenne). Le maïs ensilage est présent dans 1 ferme sur 3 pour une surface moyenne de 7 hectares.

Dans ces systèmes, les troupeaux sont principalement conduits en vèlages d'hiver (45% des élevages). On rencontre des vèlages d'été en race Limousine dans le bassin allaitant et des vèlages étalés ou en double période dans les systèmes Blondes ou les grands troupeaux. Quant au vèlage d'automne, il n'est pratiqué que par des éleveurs de Charolaises ou de Limousines (11% de l'échantillon).

Une orientation « naisseur producteur de maigres » confirmée

95% des mâles commercialisés sont vendus en maigre : les broutards classiques représentent près des 2/3 de ces ventes, l'autre tiers étant vendu repoussé.

72% des génisses commercialisées sont vendues maigres (dont 48% en broutardes). Les autres sont finies dans les exploitations. La pratique de la finition est plus importante pour les femelles adultes, concernant près de 60% des réformes.

Des produits en baisse...

La majorité des ventes de broutards a eu lieu à l'automne au moment où les cours étaient au plus bas à l'exception des Blondes d'Aquitaine qui ont été épargnées par cette baisse. Les prix des vaches de réforme ont eux aussi subi un net recul (-9% en Charolaise et -2% en Limousine). Le produit viande hors aides des exploitations de l'échantillon recule ainsi de près de 2 700 €/UMO (soit -4% par rapport à 2013).

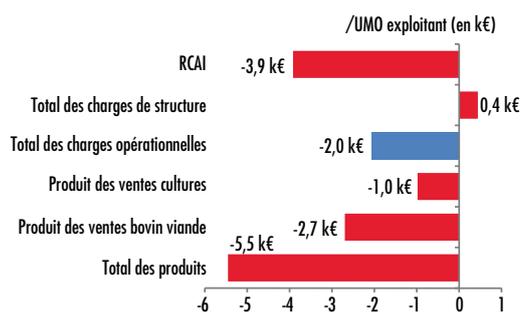
Les quelques produits des cultures mais surtout les aides PAC sont en baisse et contribuent à faire diminuer le produit d'exploitation. En particulier la baisse des DPU n'est contrebalancée par la revalorisation des ICHN que pour le tiers des éleveurs qui en bénéficient. Au final, le produit total perd en moyenne 5 500€/UMO (soit 4%) par rapport à 2013.

... qui participent au recul du RCAI à un niveau proche de 2009

La baisse des prix des intrants (aliments achetés, engrais) permet d'amoindrir les charges opérationnelles de près de 2 000 €/UMO (-5%/2013). Mais cela ne suffit pas à compenser la baisse du produit total. Le RCAI diminue donc de 3 900 €/UMO (soit -16%/2013) se retrouvant au niveau de 2009.

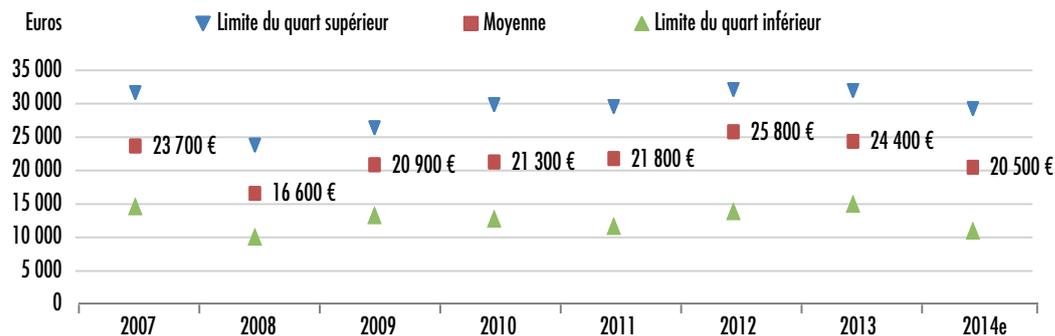
Les exploitants du quart supérieur affichent une productivité de la main-d'œuvre plus élevée que le quart inférieur (+12 UGB/travailleur), des aides PAC plus importantes et des charges plus faibles.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

Le regain de 2012/2013 effacé par la baisse des produits



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 116 ha de SAU dont 101 ha de SFP
- 93 vaches allaitantes et 148 UGB
- Productivité moyenne : 303 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 58 EXPLOITATIONS



Ces exploitations spécialisées de type « naisseurs de broutards » sont localisées dans les zones herbagères du Grand-Ouest et du Nord-Est, mais surtout dans les zones de piémonts du Massif Central et des Pyrénées. La moitié des céréales produites sur l'exploitation est autoconsommée (soit 8 hectares en moyenne). Le maïs ensilage est présent dans une exploitation sur deux et couvre 8 à 10% de la SFP.

La moitié des élevages pratique des vêlages étalés sur toute l'année. Les vêlages groupés en hiver concernent 36% des élevages, ceux d'automne 10%.

La quasi totalité (96%) des mâles commercialisés sont vendus en maigre : en broutards (44%) ou en broutards repoussés (46%), plus rarement en jeunes bovins maigres (9%).

62% des génisses sont vendues maigres, les autres étant finies. A l'inverse, 67 % des réformes sont engraisées.

Baisse des aides, baisse des prix : les naisseurs intensifs ne sont pas épargnés

A l'exception des élevages en Blondes d'Aquitaine, qui ont bénéficié d'une conjoncture favorable des prix qui s'est maintenue toute l'année, tous les autres ont été touchés par une conjoncture dégradée en 2014. La majorité des ventes de broutards a eu lieu à l'automne au moment où les cours étaient au plus bas. Le net recul des prix des réformes, tant en Charolaises (- 9%) qu'en Limousines (- 2%), a contribué à la baisse du produit bovin viande qui recule de 4 %/2013 (soit - 3 100 €/UMO 2013).

En outre, la revalorisation de l'ICHN n'a pas suffi pas à contrebalancer la baisse des DPU : le produit issu des aides recule lui aussi de 2 800€/UMO soit - 4%/2013.

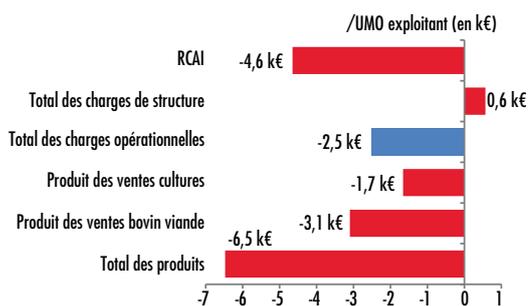
Au final, le produit total perd en moyenne plus de 6 500 €/UMO soit 5% par rapport à 2013.

Un RCAI 2014 qui redescend à près de 18 000€/UMO exploitant

La baisse des charges opérationnelles de près de 6%, soit 2 500€/UMO, est liée à la baisse des prix des intrants (aliments, engrais...). Mais cela est loin de compenser la baisse du produit total. Le RCAI serait donc en baisse de 20% pour revenir à un niveau équivalent aux mauvaises années de la période 2008-2011, atteignant tout juste les 18 000€/UMO exploitant.

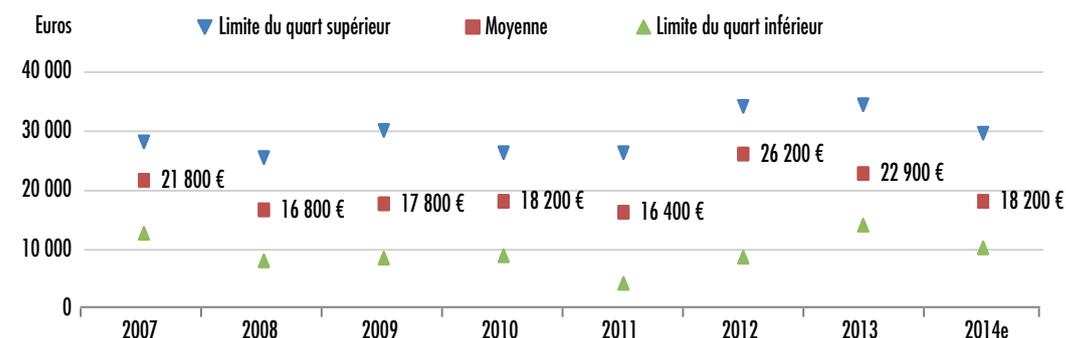
Les exploitations dont les résultats sont les meilleurs affichent une meilleure productivité animale (+ 10%), un bon niveau de soutien avec des aides PAC supérieure en moyenne de 28% et des charges bien maîtrisées.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Elevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : S3E/Institut de l'Elevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

La bonne année fourragère a limité les dégâts



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 148 ha de SAU dont 123 ha de SFP
- 118 vaches allaitantes et 218 UGB
- Productivité moyenne : 370 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 29 EXPLOITATIONS



L'échantillon d'exploitations spécialisées dans l'activité de naisseurs engraisseurs de jeunes bovins est, dans sa majeure partie, localisé dans le Grand-Ouest (Pays de la Loire, Bretagne, Normandie). Toutes les exploitations produisent soit des céréales soit des cultures fourragères. Elles cultivent en moyenne 25 hectares de céréales (intraconsommées ou commercialisées) et 35 hectares de cultures fourragères (maïs, betteraves, sorgho, céréales immatures).

La moitié des troupeaux est de race charolaise (48%). Viennent ensuite les troupeaux de Blondes d'Aquitaine (35%) et de Limousines (14%). Les jeunes bovins représentent 49% de ventes, pour 27% de vaches finies et 14% de génisses finies. La productivité animale est de 370 kg vif produits par UGB.

La conjoncture et les premières évolutions de la PAC affectent les produits

A l'exception de quelques catégories relativement préservées (vaches blondes et parthenaises), la conjoncture s'est largement dégradée en 2014, impactant notamment les systèmes charolais. Au final, le produit viande bovine de ces exploitations recule de 3 500 €/UMO (- 3%) par rapport à 2013.

La réduction des aides PAC est donc difficile à absorber, d'autant plus que la plupart ne bénéficient pas de la revalorisation des ICHN. Les aides reculent de 1 900 €/UMO (- 5%). A cela, s'ajoute également le recul du produit des grandes cultures de 2 300 €/UMO (- 17%).

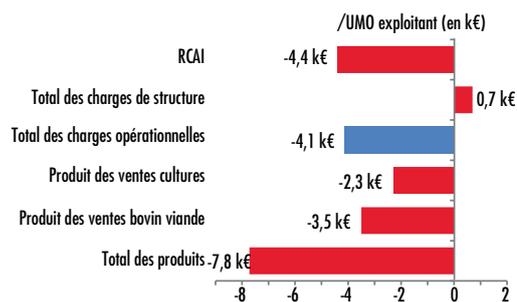
Des charges en baisse, mais des revenus dégradés

Heureusement, la campagne fourragère exceptionnellement bonne dans l'Ouest, mais également la réduction du coût d'achat et du niveau d'utilisation des concentrés ont eu un impact positif sur les charges opérationnelles. Dans de nombreuses régions, les animaux ont eu accès à des fourrages abondants permettant des prises de poids importantes avec moins de concentrés. Dans certaines zones, ce constat est nuancé par la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2013 qui a entraîné une complémentation plus importante en hiver (Est de la France notamment).

Au final, malgré le recul des charges opérationnelles (- 4 100 €/UMO soit - 7% par rapport à 2013) et la relative stabilité des charges de structure (+ 700 €/UMO, + 1%), le résultat courant avant impôts (RCAI) recule de 16% pour s'établir à 23 600 €/UMO exploitant.

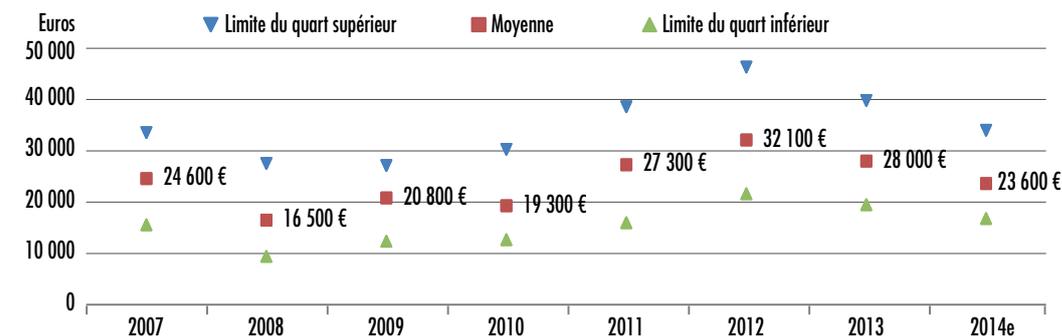
La dégradation de la conjoncture de la viande finie (68% du produit total) et le recul des soutiens issus de la PAC (22% du produit total en 2014) viennent annuler la « bouffée d'oxygène » perçue par les éleveurs depuis 2011. Les exploitations du quartile inférieur sont notamment pénalisées pour une moindre productivité par UGB (- 10%/moyenne).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

Un débouché sécurisant et des revenus stables



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 88 ha de SAU dont 71 ha de SFP
- 74 vaches allaitantes et 86 UGB
- Productivité moyenne : 223 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont situées dans la zone historique de production de veau de lait sous la mère, en Aquitaine, Midi-Pyrénées et Limousin. Elles produisent des animaux Limousins (55% des exploitations) ou Blancs (45% des exploitations). La vente de veaux sous la mère représente 69% des ventes totales de l'atelier bovin viande, contre 20% pour la vente des vaches de réforme. Les élevages ont une productivité moyenne de 223 kg vifs par UGB.

En plus des surfaces en herbe, 82% de ces exploitations produisent des céréales autoconsommées par le troupeau, sur 7 ha en moyenne, et 45% produisent du maïs fourrage, sur 6 ha en moyenne.

La modernisation et de nouvelles conduites ont permis de diminuer l'astreinte travail lié à la tétée des veaux, palliant ainsi la baisse du travail bénévole (parents à la retraite notamment) : les gains de productivité de la main-d'œuvre ont été importants ces dernières années. 63% des élevages ont des vêlages répartis sur toute l'année afin de répondre au mieux à la demande étalée des circuits de commercialisation en labels.

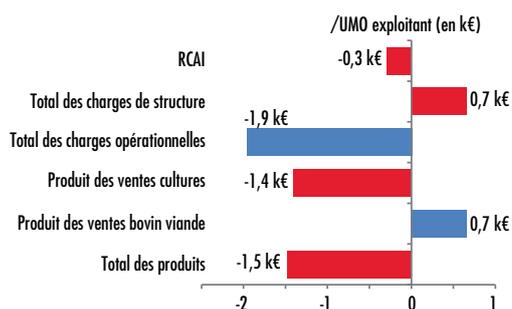
Stabilité des revenus depuis 2011

La valorisation des animaux en Label Rouge « veaux sous la mère » reste sécurisante. La labellisation assure un prix stabilisé pour les veaux, en hausse régulière de 2 à 3%/an, très peu affecté par la conjoncture contrairement aux femelles de réforme. Le produit viande des exploitations est ainsi en légère augmentation en 2014 par rapport à 2013 (+ 700 € soit + 1%/2013). Mais la baisse des quelques produits végétaux est deux fois supérieure !

Les exploitations en zones ICHN (90% de notre échantillon) bénéficient de leur revalorisation en 2014, de même la prime spécifique à ce type de veau a été légèrement augmentée. Mais cela ne compense la baisse des DPU qu'en partie seulement. Les aides perçues par les exploitations baissent ainsi de 5% en moyenne en 2014 par rapport à 2013.

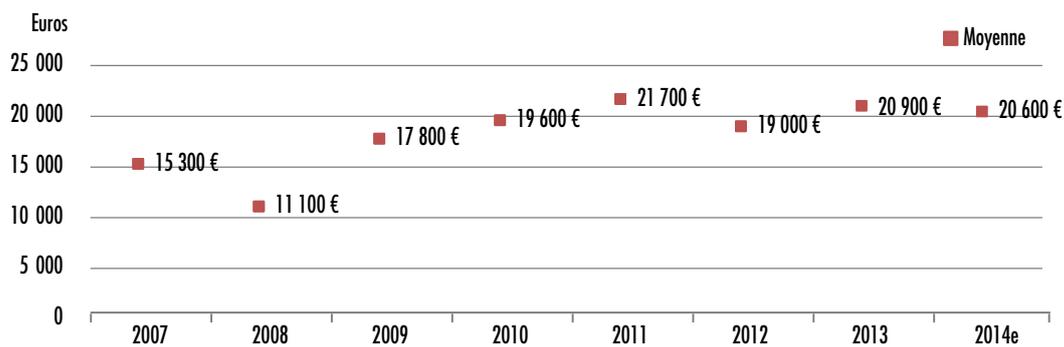
La baisse du prix des intrants (engrais, aliment achetés,...) en lien avec la très bonne année fourragère, permet aux éleveurs de réduire leurs charges opérationnelles (-1 900 €/UMO soit - 6%/2013). Dans ces élevages relativement peu consommateurs d'intrants, cette baisse des charges opérationnelles est contrariée par la hausse continue des charges de structure. Avec la baisse des aides, le résultat 2014 s'inscrit à 20 600 €/UMO, dans la continuité de 2013.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

Pertes sur tous les tableaux pour des revenus diminués de moitié !



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 173 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 67 vaches allaitantes et 131 UGB
- Productivité moyenne : 410 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 33 EXPLOITATIONS



L'échantillon d'exploitations est diffus et localisé dans les plaines de l'Ouest, du Nord et du Nord-Est de la France. Ces exploitations se définissent par la complémentarité entre les ateliers culture et viande bovine : le troupeau bovin valorisant les surfaces non labourables et l'activité d'engraissement des mâles valorisant les cultures fourragères ou les sous-produits (pulpes, drêches ou encore coproduits). Une grande majorité des exploitations (75% de l'échantillon) ont des cultures fourragères, essentiellement du maïs ensilage. La race la plus représentée est la Charolaise (52% des élevages de l'échantillon). Viennent ensuite la Limousine (30%) et la Blonde d'Aquitaine (12%). Le profil des ventes bovines est fortement marqué par l'engraissement, notamment des mâles (46% du produit viande issu de la vente de jeunes bovins), mais aussi des femelles (vaches finies = 24%, génisses finies = 9%). Avec 410 kg de viande vive produite par UGB, les élevages de cet échantillon ont une forte productivité animale. Elle est supérieure à celle des naisseurs engraisseurs intensifs spécialisés avec davantage d'achat de bovins maigres.

Les baisses des prix des bovins et des grains de 2014 amputent fortement les produits

Dans ces exploitations, les pertes de produits se cumulent à tous les niveaux : - 4 300 €/UMO (- 5%) pour le produit viande (41% du produit total en 2014), - 12 800 €/UMO (- 15%) pour le produit issu des cultures de vente (35% du produit total) et - 2 600 €/UMO (- 5%) pour les aides PAC (22% du produit total). Les exploitations de Blondes d'Aquitaine sont les seules à maintenir leur produit bovin, grâce à une meilleure résistance des prix.

Au final, la baisse des produits issus des cultures de ventes surtout et au second rang celles de la PAC et des ventes bovines, amputent pour une deuxième année consécutive le résultat des exploitations. En 2014, si les charges sont en légère baisse, le résultat courant avant impôt (RCAI) chute de 49%.

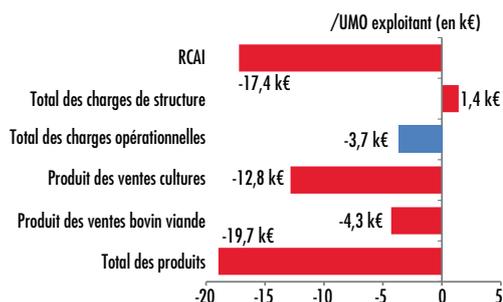
Après quatre années de RCAI/UMO exploitant dépassant les 35 000 € (le plus souvent en lien avec une bonne conjoncture céréalière), ces exploitations ont été en 2014 affectées de plein fouet par la dégradation de tous les indicateurs en même temps : produit viande, produit cultures de ventes et PAC.

Des disparités liées aux aides PAC

Les niveaux de RCAI demeurent néanmoins très variables, liés notamment aux niveaux de soutiens PAC. Les exploitations du quart inférieur ont un niveau de soutien inférieur de 31% par rapport à la moyenne de l'échantillon.

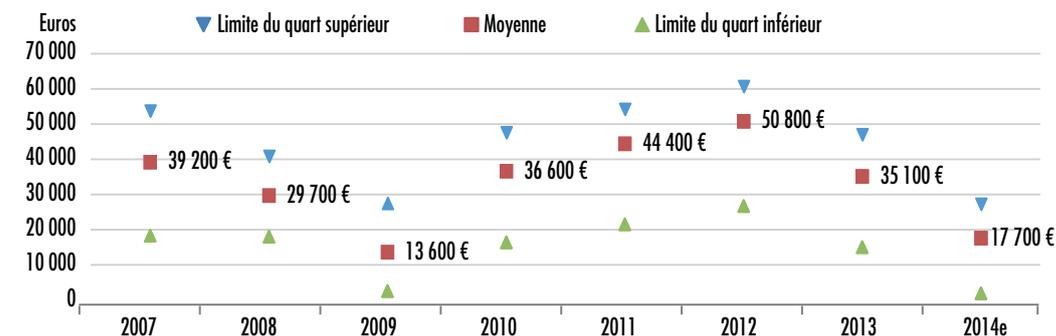
Les disparités liées au niveau de soutiens issus du 1^{er} pilier de la PAC devraient s'effacer progressivement à partir de 2015 via notamment l'engagement du processus de convergence des soutiens découplés.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



e : estimation
Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

La chute des produits végétaux et des aides PAC expliquent l'essentiel de la baisse



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 105 ha de SAU dont 35 ha de SFP
- 136 UGB
- Productivité moyenne : 700 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



Les exploitations engraisseurs de jeunes bovins suivies sont principalement situées dans le quart Nord-Ouest puis dans l'Est de la France. L'activité viande bovine repose sur l'engraissement de jeunes bovins avec l'achat de l'intégralité des broutards à engraisser. La grande majorité des broutards sont de race charolaise et achetés à un poids moyen de 330 kg vifs. Néanmoins, ces exploitations achètent également des broutards d'autres types raciaux dont les poids varient entre 270 et 340 kg vifs.

La quasi-totalité de ces exploitations utilisent du maïs ensilage et la moitié (celles du Nord et de l'Est) complètent la ration de base avec des coproduits.

La production de ces fermes est, en moyenne, de 220 jeunes bovins par an (de 90 à 400) à un poids moyen de 425 kg équivalent carcasse. Les niveaux de productivité sont élevés, avec une production brute de viande vive moyenne d'environ 700 kg/UGB.

Baisse des prix généralisée... et des aides

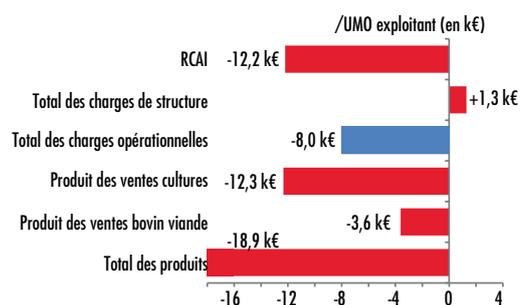
Les prix des jeunes bovins finis ont reculé en 2014 de 3%, et de manière plus marquée pour le Charolais. Ces évolutions dégradent le produit viande bovine. Ces baisses de prix des bovins mâles finis n'ont pas été compensées par un prix des broutards en retrait. Néanmoins, la diminution du coût des concentrés et des charges opérationnelles dans leur ensemble limite les pertes de marges en 2014.

Mais c'est la conjoncture des cultures de vente (-12 300 €/UMO, soit -14% en moyenne) qui explique l'essentiel du recul des produits en 2014. En second lieu, la baisse des aides PAC vient se surajouter. Ainsi, malgré des charges opérationnelles qui se détendent nettement (-8 000 €/UMO soit -5%) et une maîtrise relative des charges de structure (+1%/2013), le revenu subit une très forte baisse.

Forte chute du revenu pour la deuxième année consécutive

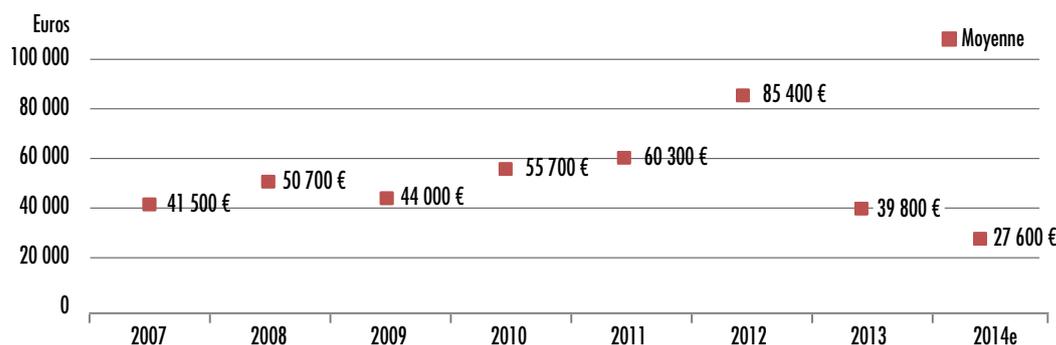
L'EBE comme le RCAI chutent. L'EBE/UMO exploitant recule de 19% alors que le RCAI/UMO exploitant s'établit à 27 600 € en moyenne, soit -31% entre 2013 et 2014. Il est à noter que l'on observe une forte variabilité au sein de l'échantillon, mais la taille réduite de celui-ci n'autorise pas une analyse par quartile comme pour les autres systèmes.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



Recul modéré de la production

La production française de veaux de boucherie a légèrement reculé en 2014, accusant un repli de 1% en volume. Grâce à des prix des veaux nourrissons au plus bas et au repli des cours des matières premières laitières, les coûts de production ont été maîtrisés au 2nd semestre, limitant la hausse des prix des veaux gras en fin d'année. Après plusieurs années d'inflation des charges, les éleveurs ont commencé à bénéficier, en 2014, de la détente du prix du gaz. Néanmoins, les aides PAC sont en baisse. Sans revalorisation des prestations, les revenus des ateliers veaux de boucherie ont été sensiblement impactés.

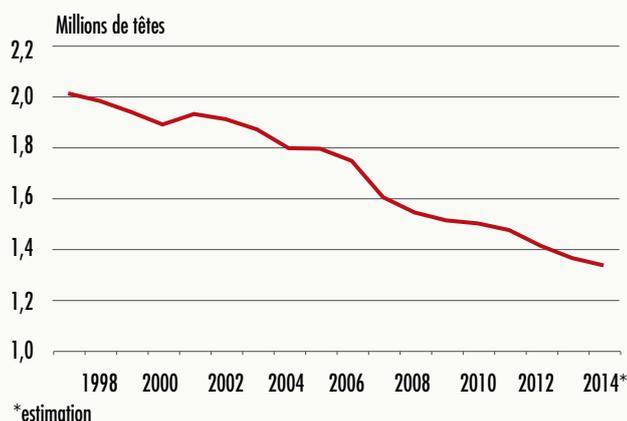
LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2014

1,34 million

C'est l'effectif de veaux de boucherie abattus en 2014.

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



*estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Après deux années de baisse marquée en 2012 et en 2013, les abattages de veaux de boucherie ont enregistré un recul plus modéré en 2014 (-2%), à 1,34 million de têtes.

L'année 2014 a encore été synonyme de recul de la production de veaux de boucherie. Cependant, le rythme de baisse a été ralenti par rapport aux deux années précédentes. Avec 1,34 million de têtes abattues, le recul n'est que de 2% par rapport à 2013. Les vaches laitières étant plus nombreuses, et avec elles les naissances, le taux de prélèvement de la filière veaux de boucherie a reculé de 39% en 2013 à 37% en 2014, faisant pression à la baisse sur les prix des veaux nourrissons. Les effets de la crise économique et le différentiel de prix par rapport aux autres viandes ont encore limité la consommation de viande de veau et donc les mises en place dans les ateliers. En outre, le renouvellement des éleveurs est resté difficile et a contrarié les velléités de développement de certains intégrateurs.

ABATTAGES MENSUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



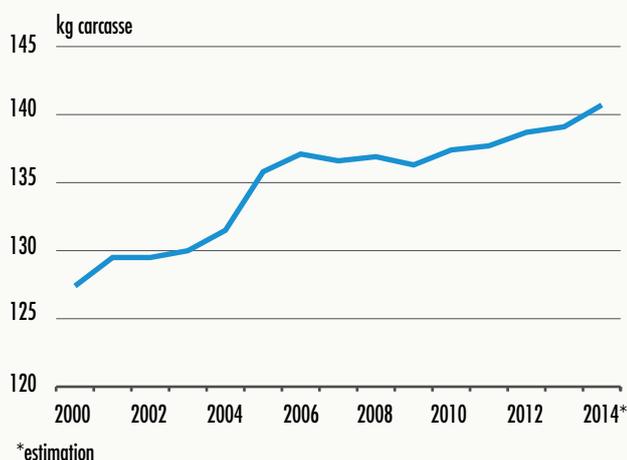
*estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

En 2014, la production de veaux de boucherie a connu des hauts et des bas et la prudence a dominé dans les mises en place. Sur l'année, la production ne recule que d'un peu plus de 1% à 188 000 téc.

En 2013, la production en volume et en têtes avait reculé sur 12 mois consécutivement. 2014 a enregistré 5 mois de hausse en volume et 4 mois en nombre de veaux abattus. Ces hausses s'expliquent par une hausse des poids carcasse tout au long de l'année mais aussi par des éléments conjoncturels et de calendrier. Ainsi, la hausse des abattages en avril s'explique par le décalage d'un mois du lundi de Pâques. L'augmentation enregistrée en juillet est, elle, la conséquence d'une demande morose qui a suivi les opérations du veau de la Pentecôte, retardant les sorties et alourdissant les carcasses. L'année s'est terminée sur une note positive avec une production en hausse sur le dernier trimestre, en lien avec un commerce plus fluide et une forte hausse des poids carcasse.

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE FRANÇAIS



*estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

2014 a connu une forte hausse des poids carcasse de veaux de boucherie, portant la moyenne annuelle à un niveau jamais atteint, près de 141 kg carcasse par tête. Cette évolution découle de la conjonction d'éléments conjoncturels et structurels.

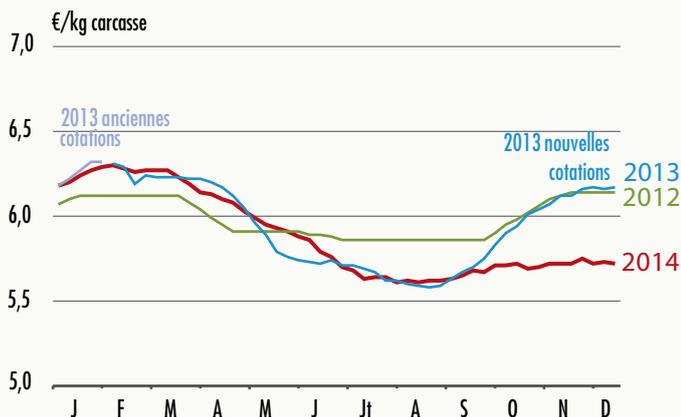
La hausse des poids carcasse est un phénomène structurel dans le secteur du veau de boucherie. Depuis 2000, les animaux ont gagné plus de 13 kg en moyenne, soit près de 900 g par an. La hausse des poids en 2014 a été de 1,6 kg carcasse/tête, la troisième plus forte progression de ces 15 dernières années. Elle est en partie due à des situations de marché poussives qui ont retardé les sorties et menée à une hausse ponctuelle des poids des animaux gras, comme en mars, mai et juin.

Mais la baisse du nombre de veaux abattus pousse constamment à la recherche de bons résultats techniques sur l'alimentation, permettant une augmentation régulière des gains de poids. L'écart type du poids des veaux se réduit année après année, limitant le nombre de veaux chétifs et les poids des veaux « de tête » progressent plus rapidement qu'avant.

6 LE SECTEUR DES VEAUX DE BOUCHERIE

PRIX FRANCE 2014

COTATION DU VEAU ROSÉ CLAIR O

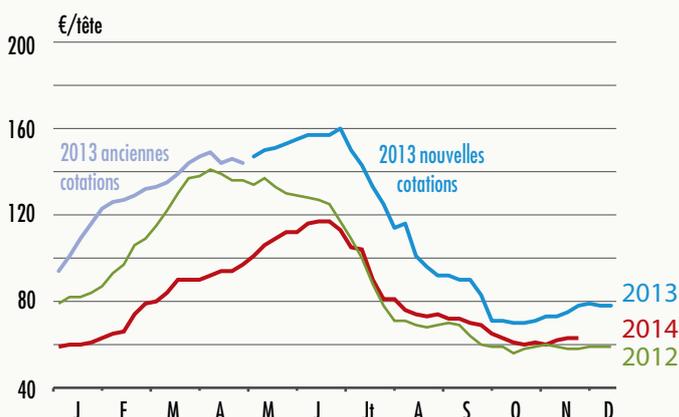


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

L'année 2014 a été marquée par des prix des veaux gras sous pression et un plancher jamais encore atteint des prix des veaux nourrissons.

À 5,89 €/kg carcasse en moyenne sur l'année, la cotation du veau rosé clair O se situe 1,3% sous celle de 2013. Le prix moyen pondéré (toutes conformations confondues) a été de 6,18€/kg carcasse, proche de son niveau de 2013. La baisse saisonnière des cours des veaux gras a débuté en mars, poussée par le recul de la consommation suivant le premier Festival du veau. Ce recul n'a pas été freiné par les opérations commerciales du Veau de la Pentecôte, à l'inverse des années précédentes. Surtout, la hausse saisonnière des cours de août-septembre jusqu'à la fin

COTATION DU VEAU NOURRISSON (VEAU LAITIER MÂLE DE 45-50 KG)

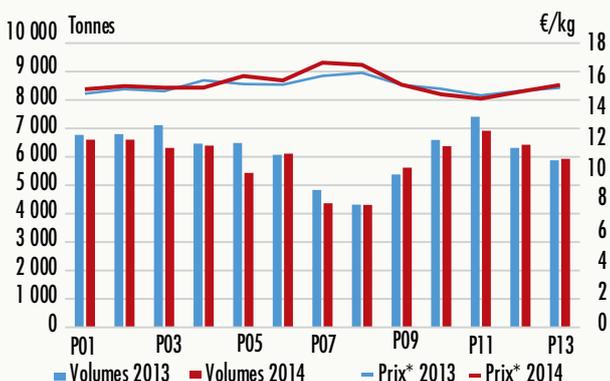


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

de l'année n'a pas eu lieu. La concurrence des volumes importants de viande gros bovins et des prix bas de la viande porcine a pesé sur les négociations tarifaires. En outre, la détente des coûts de production a permis aux intégrateurs de se satisfaire temporairement de ces cours des veaux gras. Le coût des aliments d'allaitement a en effet baissé tout au long de l'année 2014 et le prix du veau nourrisson n'a jamais été aussi bas, en particulier au 1er semestre. À 81€/tête en moyenne sur l'année, la cotation du veau laitier mâle de 45-50 kg se situe 14% en dessous de la moyenne de 2013. L'offre plus abondante de veaux nourrissons nationaux a dans l'ensemble satisfait les intégrateurs, réduisant ainsi les importations et étouffant même les exportations.

CONSOMMATION FRANCE 2014

ACHATS DE VIANDE DE VEAU PAR LES MENAGES



*il s'agit de la valeur totale / le volume, ce prix n'est donc pas celui d'un panier constant, il traduit à la fois les évolutions de prix moyen des produits et les évolutions de la structure des achats

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

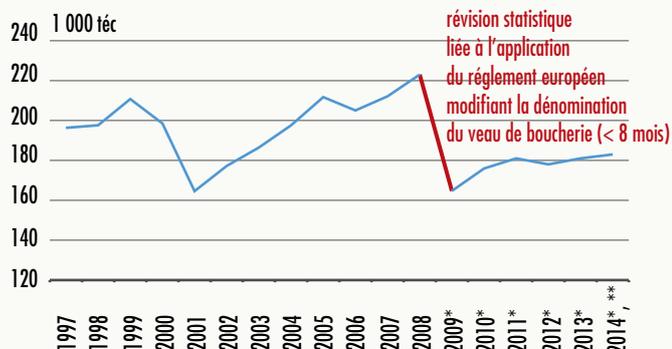
Les achats des ménages ont reculé de 4% en 2014, selon le Panel Kantar alors que le prix d'achat moyen a peu varié.

Les achats de viande de veau par les ménages restent toujours fortement saisonniers et dépendants des opérations commerciales organisées par la filière, le creux des ventes se situant toujours pendant les deux mois de vacances scolaires estivales. Les deux Festivals du veau ainsi que le veau de la Pentecôte ont cette année permis de limiter le recul, à défaut de fortement dynamiser les ventes. Pour-suivant la tendance des dernières années, les achats de viande élaborée ont encore une fois mieux résisté que ceux de viande piécée, en recul de près de 6% sur l'année. Les ventes en *hard discount* ont reculé (-8%/2013) deux fois plus vite que dans les autres points de vente.

Le prix moyen des achats des ménages est resté stable en 2014, à 15,4 €/kg, grâce notamment à une baisse remarquable en fin d'année qui pourrait être reliée à la stabilité des prix entrée-abattoir des veaux gras.

PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2014

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



* à partir de 2009, les chiffres correspondent à la nouvelle définition du veau, soit des animaux abattus à moins de 8 mois

**estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

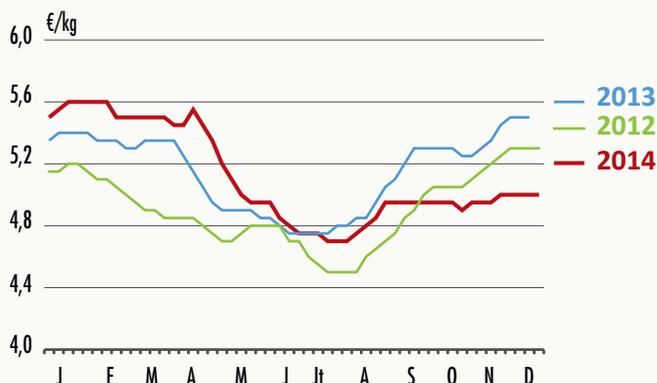
Après un recul en 2012, la production néerlandaise de veaux de boucherie enregistre une deuxième année de hausse consécutive en volume (+1%) d'après les données d'Eurostat. Le prix moyen du veau néerlandais sur l'année est resté relativement stable à 5,12€/kg carcasse.

Si en moyenne annuelle le prix du veau néerlandais a été quasiment identique à celle de 2013, le 1^{er} semestre a affiché un prix fortement supérieur et le second semestre un cours bien inférieur, sans réelle hausse saisonnière. Cette évolution a reflété le marché

183 000 téc

C'est la production néerlandaise en 2013.

EVOLUTION DU PRIX DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après PVE

européen : lourd et encombré à partir du mois de mai, il n'a pas connu de véritable embellie à la fin de l'été. Les durées d'engraissement ont été allongées et les poids carcasse ont progressé en fin d'année, concentrant la hausse de production sur le second semestre.

Les abattages de veaux ont progressé de 1%, dépassant 1,25 million d'animaux. À l'inverse, la production d'animaux de 8-12 mois a enregistré un fort repli (-17%/2013) selon Eurostat, diminuant ainsi la production néerlandaise totale d'animaux de moins de 12 mois (-1%/2013).

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2014

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(1000 téc)	2010	2011	2012	2013	2014*	2014/2013 (%)
France	207	203	196	190	188	-1,1
Pays-Bas	176	181	178	181	183	+1,1
Italie	125	117	124	94	89	-5,3
Allemagne	43	45	48	45	47	+4,4
Belgique	49	51	50	52	53	+1,0
Autres pays	48	46	43	43	36	-16,3
UE à 15	649	643	639	605	596	-2,0

* estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La production de l'UE 15 représente 95% de la production européenne à 28 et les cinq plus gros producteurs, près de 90%. En 2014, la France est restée le premier producteur de viande de veau, devant les Pays-Bas et l'Italie.

La production européenne de veau ne cesse de se replier dans l'UE 15, en lien avec la baisse de production chez les principaux producteurs. À 595 000 téc, les volumes de veau reculent de plus de 2% et descendent sous le seuil des 600 000 téc.

Ce repli est en grande partie dû aux baisses de production dans les pays du sud de l'Europe. Les abattages italiens ont de nouveau reculé selon Eurostat (-5% en volume) et ceux de l'Espagne et du Portugal se sont effondrés (-25% et -12% respectivement). À l'inverse, la Belgique et l'Allemagne enregistrent des hausses de volumes (+1% et +5%) confirmant les différences d'évolution entre les pays du Nord et du Sud.

6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

LES REVENUS

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES EN ATELIER VEAUX DE BOUCHERIE – BASE ET MÉTHODE DE CALCUL

Les estimations des différents éléments économiques sont établies à partir de l'Observatoire technico-économique veaux de boucherie. Ce dispositif est piloté par les Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire. Cet observatoire a été créé sur l'initiative des éleveurs de veaux de boucherie en 2009 en Bretagne et en 2014 en Pays de la Loire. Il permet de disposer de références sur les résultats technico-économiques. Le dispositif assure le suivi de 81 producteurs de veaux de boucherie en Bretagne et Pays de la Loire. Ainsi, l'échantillon représente plus de 25 248 places de veaux, soit environ 10 % de la production de ces deux régions et environ 3,5% de la production nationale.



Les exploitations observées pratiquent souvent d'autres activités que la production de veaux de boucherie. Cela peut entraîner des compétitions entre productions, à la fois en termes de travail et d'investissements. Toutefois des complémentarités sont aussi intéressantes (gestion des aléas de conjoncture, règles environnementales...).

TYPLOGIE DES EXPLOITATIONS

PRODUCTEURS VEAUX DE BOUCHERIE	PART DE L'ECHANTILLON ENQUÊTÉ	NOMBRE DE PLACES	UMO TOTALE	SAU	AUTRES PRODUCTIONS
SPECIALISÉS (SANS TERRES)	6%	403	1,2	3	
AVEC CULTURES	23%	410	1,4	38	
AVEC ATELIER LAIT UNIQUEMENT	31%	229	2,4	77	452 000 l
AVEC ATELIER LAIT ET AUTRES	9%	345	3,2	113	431 000 l / 52 VA/875 m ²
AVEC ATELIER VIANDE UNIQUEMENT	23%	308	1,8	77	58 VA
AVEC ATELIER VIANDE ET AUTRES	2%	178	1,4	61	38,5 VA/800 m ²
AVEC ATELIER VOLAILLES	3%	329	2,5	68	1 700 m ²

Source : Observatoire technico-économique, Chambres d'agriculture Pays de la Loire - Bretagne, 2014

L'approche du résultat économique annuel de l'atelier veaux de boucherie est basée sur les données moyennes observées. Un atelier moyen a été défini sur la base de la productivité moyenne observée (314 places de veaux de boucherie par UMO).

MÉTHODE DE CALCUL RETENUE ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES D'ÉVOLUTION

La méthode permet de déterminer un résultat disponible de l'atelier veau pour la rémunération du travail et les cotisations sociales.

Les évolutions des principaux postes étudiés (énergies notamment) suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA, sauf pour le gaz qui reprend des données relevées dans l'Observatoire technico-économique veaux de boucherie. Les paiements PAC suivent les évolutions annoncées par les pouvoirs publics. Concernant les prestations, les dernières données relevées concernent la campagne 2013. Pour la campagne 2014, les données sont en cours de collecte.

MÉTHODE DE CALCUL ET RÉSULTATS DANS LE CAS ÉTUDIÉ



Source : Observatoire technico-économique, Chambres d'agriculture Pays de la Loire - Bretagne, 2014

	VARIATIONS (%) 2013-2014
GAZ	-6,0%
ÉLECTRICITÉ	+5,3%
EAU	+1,5%
LAVAGE	+1,1%
EPANDAGE	+1,1%
ASSURANCE	+0,5%
ENTRETIEN MATERIEL BATIMENT	+1,2%
HYGIÈNE	+0,6%
FRAIS ÉLEVAGE	+0,6%
MAIN-D'ŒUVRE OCCASIONNELLE	+1,1%
AUTRES CHARGES DE STRUCTURE	+0,6%

Source : IPAMPA et Observatoire

	VARIATIONS (%) 2013-2014
DPU	-9%

Source : MAAF

LEXIQUE

- **Disponible (€/UMO exploitant) :** Résultat disponible de l'atelier veau pour la rémunération du travail et les cotisations sociales
- **Charges courantes :** Dépenses qui ont donné lieu à des flux monétaires au cours de l'exercice comptable (gaz, électricité, eau, lavage, épandage, assurance, entretien matériel et bâtiment, hygiène, frais d'élevage et main d'œuvre occasionnelle). Chaque poste est ajusté des variations de stocks correspondantes.
- **Autres charges de structure :** Ces charges recouvrent les frais financiers court terme, la comptabilité, les frais de téléphone/internet/postaux, les frais bancaires, le carburant, l'entretien des terrains et les assurances de prêts.

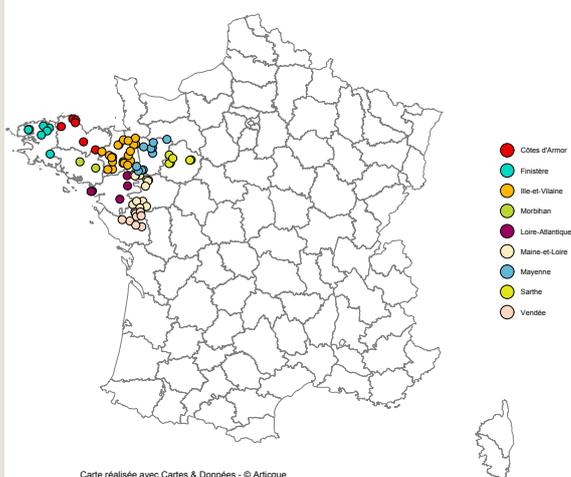
6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE DES SOUTIENS PAC QUI BAISSENT, DES CHARGES QUI SE DÉTENDENT



DONNÉES REPÈRES

- 1 UMO totale
- 314 places avec rotation de 1,87 bande/an
- Taux de mortalité de 3,5%

LOCALISATION DES 81 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Le résultat disponible pour la rémunération des charges sociales et du travail de l'atelier veau de boucherie s'établissait à environ 28 000 €/UMO en 2013. Ce résultat moyen cache une grande variabilité. Une variation de plus ou moins 3 €/place équivaut à un écart de disponible de plus ou moins 1 000 €/an/atelier. Cette variabilité concerne aussi bien les produits (nombre de bandes par an, niveau de prestation...) que les charges (coût de l'énergie...) ou les annuités. Ces dernières varient, dans les relevés de l'Observatoire des Chambres d'agriculture, entre 16 €/place pour le quartile inférieur et 101 €/place pour le quartile supérieur.

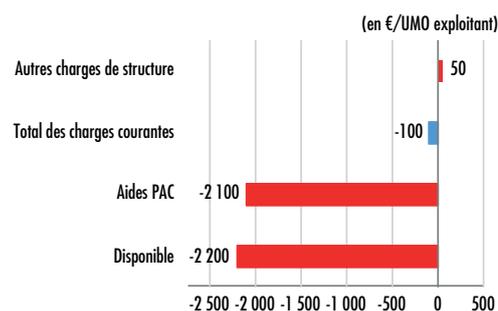
Stabilisation des charges en 2014

Depuis plusieurs années, les niveaux de charges courantes (64 €/place en 2013, dont près d'un tiers pour le seul poste « énergie »), comme des autres charges de structure (estimé à 17 €/place en 2013) n'ont cessé de croître. En 2014, les charges courantes (-1% soit environ -100 €/UMO exploitant) et les autres charges de structure demeureront relativement stables.

En parallèle, le niveau de soutien de l'atelier veaux de boucherie n'a cessé de diminuer depuis 2010 et le découplage de la prime à l'abattage (PAB) des veaux. Le résultat disponible est à nouveau impacté par une baisse de 9% des soutiens découplés entre 2013 et 2014 (soit environ 4 € par veau produit) équivalent à -2 100 €/UMO exploitant.

Principal produit des ateliers veaux de boucherie, la prestation versée par les intégrateurs représentait près de 86 € par veau produit en 2013. Ce niveau de prestation constaté, a été réévalué entre 2010 et 2013 (67 €/veau produit en 2010, 73 € en 2011 et 80 € en 2012). Les niveaux de prestation 2014 n'ont pas encore été collectés, mais des premières tendances se dessinent. Certains intégrateurs maintiennent le même niveau de prestation, d'autres le relèvent ou le réévaluent au cas par cas : le niveau de prestation 2014 dépend de l'intégrateur et du contrat.

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



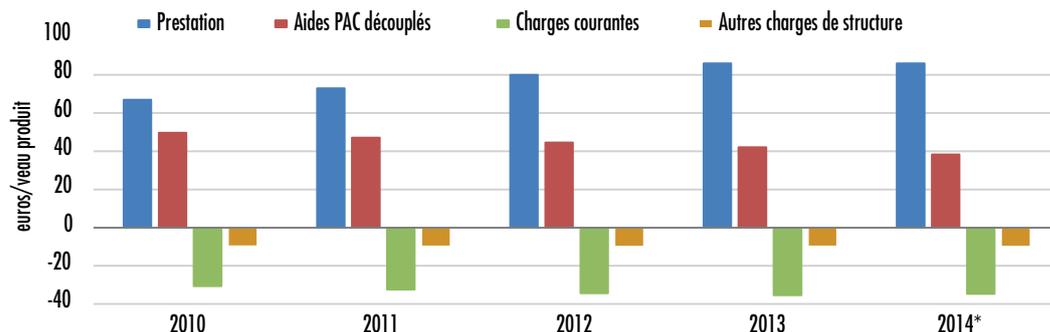
Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après Observatoire

Une compensation hétérogène de la baisse des aides PAC

En 2014, avec un niveau de prestation équivalent à 2013 (86 € par veau en 2014), les pertes dues au recul du niveau de soutien PAC ne seraient pas compensées : le résultat disponible reculerait de 2 200 €/UMO exploitant entre 2013 et 2014 (soit -8%).

Après les réductions successives des aides de la PAC (en lien notamment avec le mécanisme de discipline financière), la production de veaux de boucherie sera directement confrontée au processus de convergence des soutiens découplés qui commencera dès 2015. L'Observatoire estime une baisse de soutien pour les ateliers spécialisés équivalente à 42€ par place à l'horizon 2019. À court et moyen terme, cette évolution des soutiens PAC et les besoins d'investissements nécessaires à l'amélioration des conditions de travail dans les ateliers pourraient conduire à une remise à plat des stratégies au sein de la filière.

POSTES DE PRODUITS ET CHARGES - DONNÉES ANNUELLES



* : estimation, les données d'annuités (nécessaires au calcul du disponible) ne sont pas présentes dans ce graphique.

Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après Observatoire

LES PRÉVISIONS 2015

Rebond de la production en France, mais baisse en Europe

Le rebond de production enregistré en France au second semestre 2014 devrait s'intensifier en 2015. Des femelles laitières puis allaitantes arriveront en nombre sur le marché et alimenteront une petite hausse de la consommation française. À l'inverse, la production européenne baissera légèrement. Le recul de l'euro permettra en outre d'alléger quelque peu le marché, stimulant les exportations tout en renchérissant les importations des pays tiers.



FRANCE 2015

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2010	2 011	2012	2013	2014 e	2014/2013	2015 p	2015/2014
Abattages	1558	1597	1513	1441	1454	+1%	1509	+4%
Dont : Femelles	828	883	834	750	774	+3%	823	+6%
Taurillons et	425	416	402	430	421	-2%	429	+2%
Bœufs	98	95	81	70	70	=	71	+1%
Veaux de boi	207	203	196	190	188	-1%	186	-1%
Imports viande	408	375	383	378	360	-5%	320	-11%
Exports viande	286	315	267	240	227	-5%	230	+1%
Consommation	1680	1657	1629	1579	1586	+0,4%	1599	+0,8%
Export brutards (100	1044	1136	982	981	959	-2%	949	-1%

e : estimations

p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et prévisions propres

Hausse de la production et de la consommation

Nous prévoyons une augmentation de la production française de bovins finis de 4% en 2015. La France abattra davantage de femelles, et marginalement un peu plus de taurillons et de bœufs. La production de veaux de boucherie poursuivra son lent déclin.

La hausse de l'offre de femelles en France induira une baisse des importations de viande (-11% /2014), d'autant que les productions irlandaise et allemande seront limitées, mais aussi une hausse des volumes consommés (+1%).

Les exportations de viande augmenteront marginalement (+1%), alimentées par des disponibilités accrues en viande de taurillons au second semestre. L'Allemagne notamment pourrait augmenter ses achats, la production de jeunes bovins étant prévue en baisse outre-Rhin.

Davantage de femelles

La production française de femelles devrait remonter à 823 000 t_{éc} en 2015 (+6% /2014). L'année démarre avec des cheptels de vaches étoffés (+0,7% en laitières et +0,9% en allaitantes au 1^{er} décembre 2014 /2013).

Le rythme des réformes laitières enclenché à l'automne se poursuivra, sans doute au-delà de la date de fin des quotas si la conjoncture laitière se dégrade.

Du côté allaitant, les références individuelles pour la nouvelle PMTVA seront notifiées prochainement à titre provisoire, mais consolidées seulement à l'automne 2015. Les ajustements débiteront après la commercialisation des broutards nés à l'automne 2014 et ils seront sans doute progressifs.

Erosion des exportations de broutards

Les exportations de broutards devraient continuer à s'effriter en 2015 (-1% /2014).

L'offre ne sera pas limitante cette année, étant donnés les nombreuses naissances de l'automne et les effectifs importants de génisses prêtes à vèler cet hiver. En revanche, la demande risque d'être globalement en retrait. Les flux vers l'Espagne et les pays tiers méditerranéens ne compenseront pas totalement la baisse de la demande italienne en broutards français.

Un peu plus de taurillons et de bœufs

Conséquence de la hausse des naissances l'an passé et de la baisse des exportations de broutards au second semestre, la production de mâles non castrés augmentera en 2015 (+2% /2014, à 441 000 t_{éc}). La hausse se concentrera sur le second semestre. La production du premier semestre restera en retrait, dans la continuité de la fin de l'année 2014.

La production de bœufs pourrait progresser faiblement (+1% /2014 à 71 000 t_{éc}). Les effectifs de mâles laitiers de plus de 24 mois étaient en effet en hausse en fin d'année. Cette production pourrait être marginalement relancée dans les exploitations laitières qui abandonnent ou réduisent l'élevage de vaches allaitantes, afin de valoriser les parcelles éloignées.

Baisse limitée de la production de veau de boucherie

La production de veau de boucherie devrait légèrement reculer en 2015 (-1% /2014).

Les coûts de production seront maîtrisés : le prix du petit veau plafonnera à de très bas niveaux et celui de l'aliment d'allaitement restera modéré, suivant les cours des poudres. Cette évolution des prix de revient, si elle est répercutée au consommateur, pourrait limiter la baisse de consommation de viande de veau en France.

UNION EUROPÉENNE 2015

Après le rebond de 2014, la production de viande bovine de l'UE à 28 devrait repartir à la baisse en 2015 (-1% /2014).

La baisse sera forte en Irlande, et plus modérée en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Seules la France et la Pologne augmenteront significativement leur production.

Les importations de l'UE devraient rester stables, la baisse marquée de l'euro face au dollar diminuant la compétitivité-prix de nos fournisseurs nord-américains et océaniques. Les exportations de viande bovine poursuivront leur hausse grâce à un marché mondial tendu et au jeu des taux de change.

Après un rebond de près de 3% en 2014, dû à des disponibilités accrues, la consommation de l'UE devrait baisser de 1% en 2015, retrouvant la baisse tendancielle engagée depuis plusieurs années.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 28

1000 t _{éc}	2010	2011	2012	2013	2014 ^e	2014/ 2013	2015 ^p	2015/ 2014
Abattages	7 973	7 900	7 625	7 315	7 554	+3%	7 505	-1%
Imports viande	374	316	300	330	331	=	330	=
Exports viande	276	353	235	194	240	+24%	255	+6%
Consommation	8 072	7 863	7 691	7 451	7 644	+3%	7 580	-1%
nb habitants (M[°])	503	505	505	506	507		509	
Conso/hab. (kg_{éc})	16,0	15,6	15,2	14,7	15,1	+2%	14,9	-1%

e : estimations

p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, statistiques nationales et prévisions propres

Toutes ces prévisions ont été élaborées en janvier 2015 par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage après concertation avec les services marchés, études et prospective de FranceAgriMer.

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2014
Perspectives 2015
n° 453

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier Algérie. Les filières bovines en Algérie. Le développement local ne tarit pas le besoin d'importations. N° 451 - Novembre 2014

Dossier viande bovine en 2020. Quelle production française de viande bovine à l'horizon 2020 ? N° 450 - Octobre 2014

Dossier Maroc. La filière viande bovine au Maroc. Comment concilier croissance et autosuffisance. N° 449 - Septembre 2014

Dossier spécial PAC. Une PAC complexe... et transitoire. N° 448 - Juillet-Août 2014

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers 2013. Perspectives 2014. N° 447 - Juin 2014

Dossier marché mondial viande bovine 2013. Perspectives 2014. N° 446 - Mai 2014

Dossier annuel Ovins 2013 Perspectives 2014. N° 445 - Avril 2014

Dossier annuel Caprins 2013 Perspectives 2014. N° 444 - Mars 2014

Dossier annuel Bovins lait 2013 Perspectives 2014. N° 443 - Février 2014

